

ANNA FÜLÖP  
LA TRANSYLVANIE  
DANS LES RELATIONS  
ROUMANO-HONGROISES  
VUES DU QUAI D'ORSAY  
(septembre 1944-décembre 1947)



ANNA FÜLÖP

---

**LA TRANSYLVANIE  
DANS LES RELATIONS  
ROUMANO-HONGROISES  
VUES DU QUAI D'ORSAY**

**(septembre 1944-décembre 1947)**

---

CENTRUL DE  
RESURSE PENTRU  
DIVERSITATE  
ETNOCULTURALĂ



CENTRE DE  
RESSOURCES POUR  
LA DIVERSITÉ  
ETHNOCULTURELLE

CLUJ, 2006

**Anna Fülöp,**

**LA TRANSYLVANIE DANS LES RELATIONS ROUMANO-HONGROISES  
VUES DU QUAI D'ORSAY (septembre 1944-décembre 1947),**

Cluj-Napoca, Centre de Ressources pour la Diversité Ethnoculturelle, 2006

268 p.; 16×23,5 cm

ISBN-10: 973-7670-02-7

ISBN-13: 978-973-7670-02-1

1. Fülöp, Anna
2. Soutou, Georges-Henri (préface)

© CENTRE DE RESSOURCES  
POUR LA DIVERSITÉ ETHNOCULTURELLE

© ANNA FÜLÖP  
Cluj-Napoca, 2006

**Série: Synthèses**

Dirigée par Gábor Ádám, Lucian Nastasă et Levente Salat

**Volume 14:**

**La Transylvanie dans les relations roumano-hongroises  
vues du Quai d'Orsay (septembre 1944-décembre 1947).**

Références: Georges-Henri Soutou (Université de Paris IV, Sorbonne)

Lucian Nastasă (Académie Roumaine. Institut d'Histoire „George Bariț”, Cluj)

Andor Horváth (L'Université „Babeş-Bolyai”, Cluj)

Révision technique: Csilla Mikó, Lineart SRL

Couverture et arts graphiques: Elemér Könczey

Cet ouvrage a été publiée à l'aide du Ministère de la Culture et des Cultes –  
L'Administration du Fond Culturelle Nationale.

Cartea a apărut cu sprijinul Ministerului Culturii și Cultelor, prin Administrația  
Fondului Cultural Național.

*À ma famille et à ma grande mère*



---

## TABLE DES MATIÈRES

---

<b>Préface</b> .....	<b>9</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>11</b>
<b>I. L'arrière-plan: les sorties de la guerre de la Hongrie et de la Roumanie et leur course pour la Transylvanie pendant la guerre</b> .....	<b>15</b>
1. Les „peace-feelers” hongrois et l'échec de l'amiral Horthy de faire sortir la Hongrie de la guerre, le 15 octobre 1944 .....	15
2. Le tournant le plus réussi de la guerre: le coup d'État du roi Michel de Roumanie, le 23 août 1944 .....	20
3. Le problème transylvanien et les grandes puissances victorieuses .....	25
3.1. La note sur la Transylvanie (справка о Трансилвании) de M. Litvinov à Staline, le 5 juin 1944 .....	27
3.2. La Transylvanie dans les plans d'après-guerre anglo-américains, les sphères d'influence et le rôle de la France dans les Balkans au début de l'automne 1944 .	31
<b>II. De l'armistice roumain au commencement des négociations interalliées sur la Roumanie et la Hongrie</b> .....	<b>36</b>
1. L'armistice roumain et le statut spécial de la Transylvanie ....	36
2. Les interférences successives soviétiques. La désignation des représentants diplomatiques français dans la partie Est de l'Europe et leurs premières observations .....	42
3. Le gouvernement du général Rădescu et la politique d'occupation soviétique de la Roumanie. L'administration militaire et civile de la Transylvanie du Nord .....	47

4. Les conséquences de la conférence de Yalta: le gouvernement de Petru Groza imposé par Vychinsky, le retour de l'administration roumaine en Transylvanie du Nord. ....	52
5. Les préparatifs de paix de la Roumanie et de la Hongrie et les grandes puissances .....	58
6. Après Potsdam: le conflit entre le roi Michel, les Anglo-américains et le gouvernement Groza, soutenu par l'URSS .....	65
7. Les plans du Quai d'Orsay concernant la frontière roumano-hongroise .....	69
<b>III. Les négociations des traités de paix avec la Roumanie et la Hongrie. Le problème transylvanien et la diplomatie française</b>	<b>75</b>
1. La conférence de Londres du Conseil des Ministres des Affaires Étrangères: l'initiative américaine de réviser la frontière roumano-hongroise, la tentative de renversement du gouvernement Groza, la France évincée par l'URSS .....	75
2. Les répercussions de l'échec de la conférence de Londres sur la Roumanie et la Hongrie .....	83
3. La conférence de Moscou: le compromis entre les Anglo-américains et les Soviétiques sur les Balkans. ....	90
4. La conférence londonienne des Vice-Ministres des Affaires Étrangères (du 18 janvier au 20 avril 1946) et le renoncement anglo-américain aux projets de modification de la frontière roumano-hongroise .....	96
5. Le rôle de la France en Roumanie: „Médiation” entre les Anglo-américains et les Soviétiques. La bataille diplomatique entre la Roumanie et la Hongrie pour la Transylvanie .....	101
6. La visite de la délégation gouvernementale hongroise à Moscou et la tentative de négociations hungaro-roumaines sur la Transylvanie vues du Quai d'Orsay .....	110
7. Le rôle de Georges Bidault dans les négociations interalliées lors des sessions à Paris du Conseil des Ministres des Affaires Étrangères et les répercussions de la décision du 7 mai 1946 en Hongrie et en Roumanie .....	116
8. La conférence de Paris, la clôture du débat territorial de Transylvanie et le „code des droits des minorités” du gouvernement hongrois .....	121

9. La situation de la minorité hongroise dans le reflet des rapports de Gabriel Richard, „consul de France à Galatz, en mission à Cluj” et des observations de Jean Paul-Boncour, un argumentaire contre la protection des minorités . . . . .	128
<b>Epilogue: La genèse de la guerre froide et les relations roumano-hongroises . . . . .</b>	<b>141</b>
1. Les répercussions en Transylvanie de la défaite des partis d’opposition en Roumanie et du renversement du gouvernement de Ferenc Nagy en Hongrie. La visite de Groza et de Bodnăraş à Budapest . . . . .	141
1.1. Incidence des élections roumaines sur la situation des Hongrois . . . . .	141
1.2. La chute du gouvernement démocratique hongrois et la vague de répression en Transylvanie . . . . .	145
1.3. La visite de Groza et de Bodnăraş à Budapest . . . . .	151
2. L’évolution de la situation de la minorité hongroise en Transylvanie. Le rapprochement roumano-hongrois sous l’égide soviétique . . . . .	154
2.1. Le bilan hongrois, par István Gyöngyössi, de la politique de Petru Groza . . . . .	157
2.2. La visite du Premier Ministre hongrois, Lajos Dinnyés, en Roumanie. . . . .	160
<b>Conclusion . . . . .</b>	<b>165</b>
<b>Bibliographie . . . . .</b>	<b>171</b>
<b>Annexe . . . . .</b>	<b>177</b>
1. Liste des documents . . . . .	177
2. Documents . . . . .	181
<b>Photos . . . . .</b>	<b>253</b>
<b>Index . . . . .</b>	<b>261</b>



---

## PRÉFACE

---

Le livre d'Anna Fülöp, outre le fait qu'il décrit un épisode capital d'un problème européen important dans la période cruciale de la fin de la Deuxième guerre mondiale et de l'immédiat après-guerre, outre les informations qu'il apporte sur le cas spécifique de la Transylvanie, projette un éclairage très neuf et très vif sur la politique soviétique en Europe orientale à partir de 1945.

Fondé sur d'importantes archives et sur une considérable bibliographie, rendue possible par les capacités linguistiques exceptionnelles de l'auteur, rédigé avec la plus grande précision et la plus grande rigueur scientifique, ce livre nous montre d'abord que la Transylvanie a joué dans les discussions internationales, y compris entre les Alliés, à partir de 1944 et jusqu'à la signature des traités de paix avec les alliés de l'Allemagne en février 1947, un rôle plus important qu'on ne le pensait. Le sort de cette région n'était pas écrit d'avance, et tout le monde était conscient de la complexité du problème, ainsi que du fait que la solution intervenue en 1920 n'était pas la seule possible ni peut-être la meilleure.

Le deuxième apport de ce livre est de révéler que même à Paris on eut des doutes quant à l'opportunité de revenir à la frontière d'avant l'arbitrage de Vienne: il paraissait possible aux diplomates français de modifier le tracé de la frontière de façon à laisser moins de Hongrois en Roumanie. Même si les responsables français s'en tenaient d'une façon générale pour les questions de minorités aux solutions qui avaient été retenues en 1919: un tracé des frontières tenant compte des réalités ethnographiques; quand ce n'était pas possible, ou pas souhaitable, l'octroi d'un statut spécial aux minorités comportant l'autonomie administrative et culturelle. Mais il est clair désormais que cette position assez modérée et en fait classique pour la diplomatie française n'excluait pas par principe une révision (limitée, certes) de la frontière roumano-hongroise au profit de la Hongrie.

Ce qui fut en fin de compte déterminant, et c'est le troisième grand apport du livre d'Anna Fülöp, ce fut la politique de Staline. Il se détermina en fait en fonction de considérations purement politiques. Il lui apparut progressivement que la meilleure façon de faciliter le passage total de la Roumanie au communisme était de procurer aux communistes

roumains, dans leur rivalité avec les autres partis, le prestige découlant de la résolution de l'affaire de Transylvanie dans le sens des revendications roumaines. La Hongrie, dont les partis non-communistes étaient encore moins en état de résister à la montée des communistes, fit les frais du choix cynique de Moscou: elle était en effet hors d'état, de toute façon, de résister aux pressions soviétiques et à la communisation et l'URSS n'avait donc aucune concession à lui faire.

À partir de là les choses étaient claires: les Américains et les Anglais n'avaient pas plus l'envie ni la possibilité de s'opposer à la volonté de Moscou dans le cas de Transylvanie que pour les autres problèmes de l'Europe orientale. C'était d'ailleurs encore contre la communisation de la Roumanie qu'ils avaient le plus protesté: cela contribue probablement à expliquer que Staline ait préféré soutenir les Roumains dans l'affaire de Transylvanie, de façon à contrer l'action anglo-saxonne. Quant aux Français, il faut rappeler que d'après les dispositions prises à Potsdam ils n'avaient qu'un droit de négociation et de décision réduit concernant les traités à conclure avec les alliés orientaux du Reich. Du coup les choses restèrent fixées dans leur état de 1920, comme le montre le passionnant récit d'Anna Fülöp.

Georges-Henri Soutou  
Professeur  
à l'Université de Paris IV - Sorbonne

---

## INTRODUCTION

---

La France, dans cette période de transition de la Deuxième guerre mondiale à la guerre froide, a joué un rôle spécifique dans la partie Est de l'Europe. Ayant perdu son influence d'entre-deux-guerres, son „retour” dans la région était conditionné par l'état des relations soviéto-françaises. En effet, l'Union Soviétique de Staline devient la puissance dominante dans la zone libérée et occupée par son armée. L'établissement de la présence des alliés anglo-américains, et bien sûr française dans cette région de l'Europe, dépendait entièrement de la volonté de ses autorités militaires et de sa diplomatie à continuer la coopération interalliée, forgée pendant la guerre, dans le temps de la paix. La France a essayé de trouver un rôle intermédiaire entre les trois Grands Alliés pendant la période analysée, de septembre 1944 jusqu'à décembre 1947, pour des raisons multiples et variées. De la visite du général De Gaulle à Moscou à la diplomatie de Georges Bidault, la France ne présentait guère une menace pour les intérêts soviétiques, bien au contraire. Par conséquent, les représentants diplomatiques français pouvaient bénéficier, parfois, des „confidences orientées” des autorités soviétiques militaires et diplomatiques, dont leurs collègues anglais et américains, en conflit direct avec les Soviétiques, n'ont pas eu droit. D'où le rôle privilégié d'observateur de la diplomatie française dans la région occupée par l'Armée Rouge, y compris sur les relations roumano-hongroises, sujet de notre réflexion.

Il y avait un autre avantage de la diplomatie française de devenir un *observateur privilégié*, surtout depuis Bucarest, la capitale de la Roumanie. Dans le système de Versailles, la France a assuré une place importante à la Grande Roumanie, faite par elle, pour contenir la menace bolchévique. Pièce essentielle du „cordon sanitaire” et de la „petite entente” (pour soumettre la Hongrie) et de „l'entente balkanique” (pour encercler la Bulgarie), la Grande Roumanie, établie par l'armée du général Berthelot et le règlement de paix de Clemenceau, nouait des relations spéciales avec la France, fondées sur des intérêts stratégiques, un système d'alliance et l'affinité culturelle latine. En revanche, la Hongrie, vite considérée comme un allié naturel de l'Allemagne hitlérienne pour

ébranler le système de Versailles, était perçue comme un État hostile, essayant de récupérer ses territoires d'antan et de rétablir l'empire austro-hongrois, opposé à la France. Les diplomates français à Bucarest (Jean Paul-Boncour, Roger Sarret) et à Cluj (Gabriel Richard) bénéficiaient de la confiance de leurs interlocuteurs roumains non-communistes.

L'armistice roumain du 12 septembre 1944, et l'armistice hongrois du 20 janvier 1945, signés à Moscou, les négociations entre Staline et Churchill au mois d'octobre 1944, ont durablement placé la Roumanie, puis la Hongrie, dans *la sphère d'influence soviétique*. L'Union Soviétique devient le seul et le véritable acteur du règlement de paix dans cette région, déterminant les conditions de rétablissement de „l'indépendance” et du „souveraineté” de ces pays, l'orientation de leurs politiques étrangères, de leur place dans son système d'alliance, la nature de leurs régimes, la constitution de leurs gouvernements et le tracé de leurs frontières. La période étudiée est une double période de transition: de la guerre à la paix (de l'armistice jusqu'à l'entrée en vigueur des traités de paix signés à Paris), et des régimes multipartis, des gouvernements de coalition, aux régimes de type soviétique, de dictature du prolétariat.

Les relations roumano-hongroises dans cette période étaient largement dominées par les conséquences de la défaite de la Roumanie et de la Hongrie dans la guerre, *le règlement territorial, la question de la Transylvanie, de la minorité hongroise* et leur règlement par l'Union Soviétique. L'évolution de cette problématique détermine *la périodisation* de mon ouvrage.

Le Quai d'Orsay avait très peu d'informations dans la période initiale allant de l'armistice roumain jusqu'au commencement des négociations des traités de paix avec la Roumanie et la Hongrie (de septembre 1944 jusqu'à septembre 1945). Les informations proviennent essentiellement des Alliés. Cette situation change fondamentalement lors des sessions du Conseil des Ministres des Affaires Étrangères, dont la France fait partie (de septembre 1945 jusqu'à décembre 1946). Non seulement le Ministère des Affaires Étrangères français prépare ses propres plans de règlement, mais en 1946, Paris organise deux sessions du Conseil et une Conférence des 21 puissances vainqueurs. Paris devient ainsi le forum des négociations et de la lutte des États vaincus pour de meilleures conditions de paix. Les représentants français à Bucarest, et à Budapest, à partir de l'été 1946, à Cluj également, suivent de près les préparatifs de paix et les actions roumaines et hongroises, ainsi que l'évolution des positions des Alliés à ce propos. La période finale couvre l'année 1947. Les grands débats concernant la paix sont clos, les relations roumano-hongroises sont subordonnées à la formation de l'alliance soviétique, la suppression de la démocratie en Hongrie et en Roumanie, le glissement vers l'établissement des régimes communistes. En même temps,

les diplomates français commencent à perdre leur rôle d'observateurs privilégiés dans la région: d'une part, la prise totale du pouvoir par les communistes les prive des interlocuteurs non-communistes, d'autre part, la France ayant choisi son camp, reçoit le même traitement de la part des Soviétiques que les Anglo-américains. Le „rideau de fer” tombe entre l'Est et l'Ouest. C'est la raison pour laquelle l'observation des relations roumano-hongroises vues du Quai d'Orsay perd son importance et sa spécificité pour longtemps. La soviétisation de la Roumanie et de la Hongrie est une autre histoire.

Les *sources primaires* viennent des fonds du Ministère des Affaires Étrangères. La Série Y Internationale englobe les négociations des traités de paix avec la Roumanie et la Hongrie au Conseil des Ministres des Affaires Étrangères et de la Conférence de Paris; la Série Z Europe touche les relations roumano-hongroises, la Roumanie, la Hongrie, les relations soviéto-françaises. Les *sources secondaires* sont d'origine roumaine, hongroise, française, anglaise, américaine et russe. Il n'y pas d'étude spécifique, à ma connaissance, qui traite la perception française des relations roumano-hongroises dans cette période. Un recueil des documents diplomatiques hongrois existe pourtant. Néanmoins, les monographies hongroises et roumaines ne contiennent que des chapitres éparés sur ces relations et ne traitent pas le sujet dans le contexte des relations interalliées. D'autre part, l'historiographie diplomatique française ne considérait pas le sujet comme important. Les rapports du consul français à Cluj et l'évolution de la position française, en contraste avec celle d'après la Première guerre mondiale, concernant la Roumanie et la Hongrie, méritent pourtant une étude approfondie.

Cet ouvrage – finaliste au prix Jean-Baptiste Duroselle – n'aurait pas pu paraître sans l'aide et le soutien de mon père, M. le Professeur Mihály Fülöp; M. le Professeur Georges-Henri Soutou, mon directeur de recherche à l'Université Paris IV Sorbonne; M. le Professeur Jean Perrot, directeur d'études à l'École Pratique des Hautes Études, qui a bien voulu corriger mon texte; M. Lucian Nastasă, mon rapporteur, et la bienveillance des archivistes du Quai d'Orsay.



---

## I.

---

# L'ARRIÈRE-PLAN: LES SORTIES DE LA GUERRE DE LA HONGRIE ET DE LA ROUMANIE ET LEUR COURSE POUR LA TRANSYLVANIE PENDANT LA GUERRE

## 1. Les „peace-feelers” hongrois et l'échec de l'amiral Horthy de faire sortir la Hongrie de la guerre, le 15 octobre 1944

Le gouvernement de Miklós Kállay, nommé au mois de janvier 1942, fut chargé par l'amiral Horthy de faire sortir la Hongrie de la guerre. Les tentatives de trouver des interlocuteurs parmi les alliés anglo-américains – les „peace-feelers” – se multipliaient à partir du débarquement en Afrique du Nord. Or, la Hongrie n'était en guerre qu'avec l'Union Soviétique (l'état de guerre déclaré contre les États-Unis et le Royaume-Uni n'était pas suivi par une confrontation réelle). L'Armée Rouge – après Stalingrad – a défait la 2<sup>ème</sup> armée hongroise à Volgograd en janvier-février 1943. Le gouvernement hongrois a voulu limiter la présence hongroise aux troupes d'occupation sur le sol soviétique. Le régime contre-révolutionnaire, antibolchévique de Horthy, entouré par des voisins hostiles (Roumanie, Slovaquie, Croatie) compta se sauver – sans changement majeur – en se tournant vers les alliés anglo-américains. Dès le printemps 1943 jusqu'à l'automne 1944, le mirage d'une invasion des Balkans par les Anglais et les Américains hanta les esprits des gouvernements hongrois, puis roumain et bulgare (les Alliés n'ont même pas pris en considération les „peace-feelers” de la Croatie et de la Slovaquie, les regardant comme partie intégrante de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie). Ils espéraient ainsi éviter d'être envahis par l'Armée Rouge et renversés par les Soviétiques et les communistes locaux.

Dans cette situation fortement compromise, sur quoi le gouvernement Kállay fonda-t-il, ses espoirs dans ses tentatives de rapprochement avec les Alliés? Comment envisagea-t-il son passage aux côtés des Alliés et le maintien des acquisitions territoriales obtenues des Allemands – et

des Italiens (le sud de la Slovaquie actuelle par le premier arbitrage de Vienne du 2 novembre 1938, la région subcarpatique le 15 mars 1939, la Transylvanie du Nord par le deuxième arbitrage de Vienne du 30 août 1940, et la Voïvodine et le Muraköz, début avril 1941)? Indiscutablement, le régime conservateur-chrétien de l'amiral Horthy, allié de l'Allemagne nazie, a réussi à préserver sa stabilité pendant la guerre<sup>1</sup>. Son régime parlementaire résista à la montée de l'extrême-droite (les Croix fléchées de Szálasi), réprima les communistes en clandestinité, garda une opposition de gauche, légale, parlementaire social-démocrate et paysanne (le parti des Petits Propriétaires), des syndicats et une presse libérale, accueillit les réfugiés polonais et les évadés français et assura à une communauté juive d'un million de personnes (en partie réfugiés du III<sup>e</sup> Reich et des pays voisins), une survie précaire, certes, limitée par la législation anti-juive des années 1938-1941, sous la constante menace des pressions allemandes, mais sans rapport avec les conditions qui ont dominées dans la partie de l'Europe occupée par les nazis. Cela ne changea en rien la nature antidémocratique, autoritaire, contre-révolutionnaire du régime, mais la situation des pays voisins s'empirant, un décalage favorable – et transitoire – se manifesta en faveur de la Hongrie, en 1943-1944, dans la „Nouvelle Europe”, sous la botte de l'Allemagne de Hitler.

Sur cette toile de fond se dessinaient les tentatives des diplomates du régime Horthy de prendre contact avec les Alliés. Or, ces „peace-feelers” se heurtaient, à leurs grandes surprises et malgré leur orientation anglo-américaine traditionnelle, au refus net des Anglais et des Américains. Dans l'esprit du principe de la reddition sans condition, adopté à la conférence de Casablanca, en janvier 1943, les Anglo-américains ont refusé toutes négociations avec les représentants des régimes avec lesquels eux-mêmes, ou leurs alliés soviétiques, étaient en guerre<sup>2</sup>. Une brèche dans ce mur de refus s'est ouverte avec la mission du prix Nobel, le professeur Albert Szent-Györgyi. Il arriva le 7 février 1943, à Istanbul, avec le mandat du gouvernement – et de l'opposition libérale et démocratique du régime. Szent-Györgyi promit des mesures concrètes de renversement d'alliance et du régime hongrois avec l'aide extérieure. Le Foreign Office jugea digne d'intérêt la possibilité de la constitution du gouvernement Szent-Györgyi. Il jugea cette alternative démocratique

---

<sup>1</sup> Voir Mario D. Fenyo, *Hitler, Horthy, and Hungary. German-Hungarian relations 1941-1944*, New Haven, Yale University Press, 1972; *L'epoca Horthy. L'Ungheria tra le due guerre mondiali*, Atti del Convegno tenuto a Venezia, 23-24 gennaio 1997, a cura di Francesco Guida, Roma, Lithos, 2000.

<sup>2</sup> Gyula Juhász, *Magyar-brit titkos tárgyalások 1943-ban* [Négociations secrètes hungaro-britanniques en 1943], Budapest, Kossuth, 1978, p.15.

crédible par rapport au gouvernement Kállay, avec lequel le Foreign Office refusa „de prendre la parole” et a décidé de l’ignorer<sup>3</sup>.

Comment l’opposition démocratique aurait-elle pu obtenir un renversement d’alliance, une mobilisation de la société hongroise pour la cause alliée, appuyé par l’armée? Il n’y avait qu’une seule manière de provoquer un tournant hongrois: une promesse de maintenir tous les Hongrois à l’intérieur des frontières d’après-guerre de la Hongrie. C’est justement ce que les Alliés ne pouvaient pas lui promettre, surtout au détriment de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, voisins de la Hongrie, dans le camp des vainqueurs. Au contraire, les voisins de la Hongrie, y compris la Roumanie, exigeaient l’annulation des arbitrages de Vienne et des autres acquisitions territoriales hongroises (la Tchécoslovaquie allait même au-delà, en demandant la tête de pont de Bratislava – en hongrois Pozsony – au détriment du territoire hongrois d’entre-deux-guerres). Les agrandissements territoriaux de la Hongrie obtenus avec l’aide de l’Axe devaient être annulés par les Alliés, ce qui ne laissa guère de marge de manoeuvre aux „peace-feelers” hongrois, venant du gouvernement ou de l’opposition. Le Foreign Office a répondu à ces tentatives que le camp allié attendait „des actes” des Hongrois, ce qui signifiait avant tout, la cessation des hostilités contre l’Union Soviétique<sup>4</sup>. La réunion du 24 février 1943 du Foreign Office sur les „peace-feelers” préconisa des réparations de la part de la Hongrie, mais ne souhaita ni „amputer son territoire, ni punir son peuple pour des bêtises de son gouvernement”, tout en ménageant, naturellement „les susceptibilités des Tchécoslovaques et des Yougoslaves”<sup>5</sup>.

La diplomatie britannique a pris l’initiative, le 10 mars 1943, de lancer une coordination interalliée concernant les „peace-feelers” des satellites de l’Allemagne nazie. Les Alliés, dans leurs plans d’après-guerre, ont étudié les frontières de la Hongrie, la nature du régime à établir et la place de la Hongrie dans les éventuelles confédérations. La réponse américaine du 4 mai 1943 considéra comme prématuré un tournant provoqué par l’opposition; la réponse soviétique du 7 juin réitéra le principe de „reddition sans conditions”, exigea l’évacuation des troupes d’occupation, des réparations, la punition des criminels de guerre, et refusa net les idées de *confédérations* que Moscou soupçonna d’être dirigées contre l’Union Soviétique<sup>6</sup>. On verra plus haut la partie de la réponse

---

<sup>3</sup> Gyula Juhász. *Op.Cit.*, p.35.

<sup>4</sup> *Ibidem*, p.35.

<sup>5</sup> *Ibidem*, p.37.

<sup>6</sup> Voir la déclaration de V. Molotov à la Conférence des Ministres des Affaires Étrangères à Moscou, le 27 octobre 1943. Dans ce discours, Molotov soupçonna les auteurs de ces confédérations de vouloir recréer le „cordon sanitaire” dirigé

concernant la frontière roumano-hongroise. En tout cas, le Foreign Office s'inclina devant la position soviétique: puisque la Hongrie et la Roumanie luttèrent uniquement contre l'Union Soviétique, la décision de tracer la frontière roumano-hongroise revenait à Moscou.

À la fin de l'été 1943, la diplomatie britannique est arrivée à la conclusion que la véritable alternative du gouvernement Kállay était l'extrême-droite hongroise, alliée des nazis, et l'opposition démocratique se rangea derrière celui-ci pour empêcher une prise de pouvoir par les nazis hongrois, ou une occupation allemande. N'ayant plus l'espoir de faire renverser le régime par l'opposition démocratique, le 9 septembre 1943, l'ambassadeur britannique d'Ankara a transmis au représentant du gouvernement Kállay, Miklós Veress, ses conditions préalables de l'armistice sur la base d'une „reddition sans conditions” à publier plus tard, au moment opportun<sup>7</sup>. Ce moment n'est jamais arrivé. Au lieu des troupes anglo-américaines tant attendues, c'est l'Armée Rouge qui s'est approchée des frontières hongroises. Les Alliés ont réussi à former une position commune envers les „peace-feelers” des satellites de l'Allemagne nazie lors de la conférence de Moscou des Ministres des Affaires Étrangères soviétique, américain et britannique, le 1<sup>er</sup> novembre 1943. Les Anglo-américains renvoyaient donc les émissaires hongrois et roumains vers les Soviétiques. Ainsi, dans son ultime tentative, Veress, au nom de son gouvernement, à la fin de février 1944, a offert la reddition des troupes hongroises au front soviétique et le ravitaillement de l'armée de Tito. Les „peace-feelers” hongrois n'ont pu qu'éveiller les soupçons d'Hitler. Il a été aussi piégé par l'opération „Bodyguard” des Alliés, ayant comme but de lui faire croire l'imminence de l'invasion des Balkans pour détourner son attention de l'„Overlord”, en préparation pour le 6 juin 1944.

Cela a incité Hitler à prendre des mesures préventives. L'attentisme du gouvernement Kállay s'est soldé par une catastrophe nationale: par l'occupation allemande de la Hongrie, le 19 mars 1944. Le maréchal Antonescu a, bien naturellement, offert sa participation à Hitler dans cette opération. Horthy capitula à Klessheim devant Hitler, ce qui lui évita l'humiliation supplémentaire d'une occupation roumaine et slovaque. La suite est bien connue: le gouvernement Sztójay a mis la Hongrie au service du Reich, l'opposition a été détruite, les juifs déportés (sauf ceux

contre l'Union Soviétique. En réponse à ces plans, Moscou a commencé à former sa propre alliance, avec la conclusion d'un traité d'amitié, de coopération et d'entraide mutuelle entre l'URSS et le gouvernement en exil à Londres d'Edouard Beneš. *Foreign Relations of the United States (infra: FRUS)*, 1943, Washington D.C., vol. I. general, United States Government Printing Office, 1963, pp.762-763.

<sup>7</sup> Gyula Juhász, *Op.Cit.*, pp.63-64.

de Budapest, dont la déportation a été empêchée par Horthy), l'armée hongroise renvoyée au front russe. Les tentatives de sortie de la guerre ne recommencèrent qu'après le tournant roumain du 23 août 1944, avec la formation du gouvernement du général Lakatos.

L'amiral Horthy a raté l'opportunité offerte par le renversement de l'alliance roumaine. Au lieu d'une tentative de sortie, il a attaqué la Roumanie, la Transylvanie du Sud, le 6 septembre 1944. Très tardivement, envoya-t-il le général Náday à Caserta, en Italie, au siège de l'état major anglo-américain. Après avoir perdu la Transylvanie du Nord, il ne s'agissait plus de maintenir les acquis territoriaux de la guerre. Horthy se résigna à perdre toutes les acquisitions territoriales obtenues pendant la guerre et retrouver les frontières d'avant-guerre. En essayant de sauver son régime, il envoya la mission du général Faraghó à Moscou, pour recevoir des mains des Soviétiques, le 11 octobre 1944, les conditions préalables de l'armistice, au moment des négociations de Staline et de Churchill à Moscou (9-18 octobre 1944). Or, cette tentative de sauver la Hongrie a échoué. Au moment de la proclamation de l'amiral Horthy, le 15 octobre 1944, de sa demande d'armistice, les Croix fléchées de Szálasi, appuyés par l'Allemagne nazie, ont pris le pouvoir. Horthy, sous l'effet de l'enlèvement de son fils par Otto Skorzeny, signa la nomination de Szálasi comme Premier Ministre (et avec cela, son arrêt de mort politique, selon Staline) et s'est placé sous la protection de l'Allemagne hitlérienne. La majeure partie de l'armée hongroise a poursuivi la lutte jusqu'à la fin de la guerre européenne à côté de l'Allemagne. Le régime Szálasi a introduit la terreur contre ses opposants et la population juive. L'administration hongroise a suivi la retraite de l'armée allemande vers l'Ouest. Les luttes ont continué sur le territoire hongrois entre septembre 1944 et le 4 avril 1945 et le siège de Budapest, qui allait anéantir la capitale hongroise, de Noël 1944 jusqu'au 13 février 1945.

Dans ses conditions, le gouvernement soviétique n'avait pas le choix : pour essayer de rallier l'armée hongroise, il devait constituer une autorité gouvernementale hongroise. Au début de décembre 1944, Staline et Molotov négocièrent avec les communistes hongrois exilés à Moscou (Rákosi, Gerő et Imre Nagy) le programme d'un gouvernement hongrois, élargi aux partis des petits propriétaires, des sociaux-démocrates, au parti national paysan (une formation pro-communiste) et aux généraux de Horthy, présents à Moscou. Ce gouvernement provisoire, présidé par le général (dálnoki) Béla Miklós (Premier Ministre jusqu'à novembre 1945), fut transféré de Moscou à Debrecen (dans l'Est de la Hongrie) avant Noël 1944 et déclara la guerre à l'Allemagne. János Gyöngyösi, le Ministre des Affaires Étrangères hongrois, signa l'armistice à Moscou, le 20 janvier 1945. Les conditions de l'armistice furent établies par le gouvernement soviétique en consultation avec les alliés anglo-américains.

Elles envisagèrent le retour de la Hongrie entre ses frontières du 1<sup>er</sup> janvier 1938, 300 millions \$ de réparations (200 millions à l'Union Soviétique, 70 millions à la Yougoslavie et 30 millions à la Tchécoslovaquie) et établirent une Commission de Contrôle Alliée, présidée et administrée par les Soviétiques, dans laquelle le rôle des Anglo-américains fut limité à celui d'observateurs.

## **2. Le tournant le plus réussi de la guerre: le coup d'État du roi Michel de Roumanie, le 23 août 1944**

Après Stalingrad, dès l'été 1943, comme dans le cas de la Hongrie, le gouvernement roumain (son Ministre des Affaires Étrangères, Mihai [Ică] Antonescu, avec la bénédiction tacite du maréchal Ion Antonescu) et son opposition, les partis „historiques”, qui ont gouverné la Roumanie de l'entre deux guerres (le Parti National Paysan de Iuliu Maniu et le Parti National Libéral de Constantin I. C. Brătianu; *infra* PNP et PNL) avec le jeune roi Michel, ont commencé à chercher la sortie de leur pays de la guerre. Les deux groupes souhaitèrent se rendre aux Anglo-américains lors d'une invasion de leur part, des Balkans. Ils ont cherché donc de prendre contact avec les Alliés via Stockholm (Fred Nanu) et Ankara (Alexandru Crețianu). Iuliu Maniu a subi le même revers que les „peace-feelers” hongrois au mois de juin 1943: les Britanniques lui ont adressé une fin de non-recevoir.

À la fin de l'été, la cour du jeune roi Michel (Niculescu-Buzești, Mocsoni-Stârcea et Pogoneanu) émergea comme le véritable pôle de changement sur l'échiquier politique roumain. En réagissant au tournant italien, le 14 août 1943, Maniu adressa un message aux Alliés: „Antonescu sera renversé avec l'aide de l'armée, remplacé par un gouvernement démocratique qui changera la politique extérieure et va retirer les troupes de la Russie. La Roumanie sera prête à négocier avec les Russes au cas où les Anglais et les Américains lui donneraient des garanties sérieuses. Le gouvernement et l'opposition vont défendre la Bessarabie, considérant la Transylvanie comme le problème vital de leur pays”<sup>8</sup>. L'évasion de Maniu à l'Ouest a fait long feu et le roi – par Niculescu-Buzești interposé – a chargé le conseiller de la légation roumaine de Stockholm, Ion G. Duca, de mener les „peace-feelers” en son nom. Le roi se démarqua non seulement du régime d'Antonescu, mais aussi de

---

<sup>8</sup> G.I. Duca, *Cronica unui român în veacul al XX-lea* [La chronique d'un Roumain au XX<sup>ème</sup> siècle], vol. III, München, Ion Dumitru Verlag, 1985, p. 58.

Maniu. Mais les Britanniques ont répété le même message: „seul un soutien réel, constructif et prompt” compte pour les Alliés, qui attendent des „faits et non pas des paroles”<sup>9</sup>.

Les Alliés ont fait comprendre aux Roumains (dans l'esprit de l'accord interallié intervenu à la conférence des Ministres des Affaires Étrangères soviétique, américain et britannique à Moscou, le 1<sup>er</sup> novembre 1943, sur les „peace-feelers” des États satellites de l'Allemagne) que la „reddition sans condition” reste la base de toute ouverture des négociations; la coopération interalliée interdit toutes négociations séparées et que l'URSS, première concernée et seule en guerre avec la Roumanie, devait être obligatoirement contactée. Dès le début, ce renvoi vers les Soviétiques a suscité chez les Roumains une vive inquiétude. La crainte du renversement du régime et d'une révolution bolchévique était patente. L'armée roumaine, encerclée en Crimée avec 17 divisions, le 8 novembre 1943, subit une „deuxième Stalingrad”; le 10 mai 1944, les sept divisions qui restèrent, se sont rendues aux Soviétiques. L'unité alliée face aux satellites de l'Allemagne nazie exaspéra les Roumains. Dans ces circonstances, les Soviétiques ne furent pas hâtés de prendre contact avec les émissaires roumains. La défaite des satellites s'approcha, Paasikivi, au nom de la Finlande, commença des négociations d'armistice à Moscou. Les Soviétiques préférant le canal Ankara-Caire, ont reçu le prince Barbu Știrbey (l'oncle de l'ambassadeur roumain, Alexandru Crețianu, à Ankara), envoyé de l'opposition au Caire, au mois de mars 1944, pour négocier les conditions d'armistice avec les trois alliés<sup>10</sup>. Barbu Știrbey a placé au centre des discussions la question de la Transylvanie. Même si Mihai Antonescu fut informé de cette mission, les Soviétiques, disposés à céder sur ce point malgré les réserves des Britanniques (lord Moyne et Steel) et les Américains (MacVeagh), préféraient avoir affaire aux représentants du gouvernement et de l'armée<sup>11</sup>.

L'Union Soviétique chercha à apaiser les craintes roumaines par la déclaration de Molotov du 2 avril 1944: „Le gouvernement soviétique

<sup>9</sup> G.I. Duca, *Cronica unui român în veacul al XX-lea* [La chronique d'un Roumain au XX<sup>ème</sup> siècle], vol. III. Message britannique du 16 septembre 1943 et du 24 octobre 1943.

<sup>10</sup> Трансилванский вопрос. Венгеро-румынский территориальный спор СССР, 1940-1946. Документы [Le problème transylvanien. Le débat territorial hungaroroumain et l'URSS, 1940-1946. Documents], Introduction par T.M. Islamov et T.A. Pokivailova, Moscou, Rosspen, 2000, pp.231-232. Résumé de N.V. Novikov, ambassadeur soviétique au Caire et le conseiller de l'ambassade, D. Solod, de ses négociations avec le prince B. Știrbey et les représentants de la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique de la sortie de la guerre de la Roumanie (29 mars-12 avril 1944).

<sup>11</sup> *Ibidem*, p.232.

n'a pas comme objectif l'acquisition des territoires roumains ou le changement de l'ordre social établi. L'entrée des troupes soviétiques sur le territoire roumain est dictée uniquement par la nécessité des opérations militaires et la résistance continuelle des troupes ennemies"<sup>12</sup>. Le gouvernement soviétique a communiqué ses conditions d'armistice au régime Antonescu le 12 avril 1944. La Roumanie devait accepter la perte de la Bessarabie, de la Bucovine du Nord et de la Dobroudja du Sud, en revanche, elle pouvait récupérer la Transylvanie ou „sa partie majeure” avec l'aide des Soviétiques. (On va revenir sur les clauses concernant le règlement territorial). Staline chercha à rassurer les Roumains par un message de son ambassadeur à Stockholm, Mme Kollontay: il préféra gagner l'amitié des peuples voisins, de les aider, de traiter avec la Roumanie le plus „doucement” possible, ne voulant pas provoquer des révolutions. Les Soviétiques ont même fait comprendre à leurs interlocuteurs qu'ils ne cherchaient pas à imposer Petru Groza (avocat richissime, le président d'un parti paysan – Frontul Plugarilor – fondé en 1930, issu d'un radicalisme de droite, compagnon de route des communistes, homme de confiance de Moscou), et Miron Constantinescu (le secrétaire du parti communiste de l'époque).

Les négociations du Caire piétinaient. Au moi de mai 1944, Maniu envoya un nouvel émissaire au Caire: Constantin Vișoianu (ancien négociateur roumain de la Ligue des Nations). Le roi et son futur Ministre des Affaires Étrangères, Niculescu Buzești (à partir du 23 août 1944) se tournaient directement vers Moscou via Stockholm pour mettre à l'écart les Antonescus (et le roi Carol II, un instant pris en compte par Moscou)<sup>13</sup>. Les partis historiques ont uni leurs forces avec les partis ouvriers (communiste et social-démocrate), le 26 juin 1944, dans un bloc démocratique national, base future du gouvernement. Les Soviétiques ont fait la sourde oreille aux injonctions de Iuliu Maniu. La cour royale a communiqué le plan de renversement d'alliance à Mme Kollontay, le 1<sup>er</sup> juillet 1944. Le plan prévoit la cessation des hostilités de la part de la Roumanie, le remplacement du régime Antonescu par un gouvernement démocratique, la proclamation de l'armistice, l'offensive commune de l'armée roumaine avec l'Armée Rouge pour récupérer la Transylvanie,

---

<sup>12</sup> *Autonómisták és centralisták. Észak-Erdély a két román bevonulás között (1944. szeptember-1945. március)* [Les autonomistes et les centralistes. La Transylvanie du Nord entre les deux entrées roumaines (septembre 1944-mars 1945)], éd. Gábor Vincze et Mihály Zoltán Nagy, EME-Pro-print, 2004, cite une source soviétique.

<sup>13</sup> G.I. Duca, *Op.Cit.* Communications de G.I. Duca à Mme Kollontay, ambassadeur soviétique à Stockholm et Semenov, conseiller de l'ambassade soviétique à Stockholm les 20 et 27 mai et le 27 juin 1944.

la synchronisation de l'action roumaine avec une offensive massive des troupes soviétiques. Le roi demanda, via le Caire, 3 brigades aéroportées soviéto-américano-britannique pour neutraliser les réserves allemandes, il a voulu dissiper les „illusions des Alliés” sur les Antonescu et a voulu conclure un armistice au Caire au moment de la chute du gouvernement et la cessation de la collaboration avec l'Allemagne. Duca insista sur la nécessité d'envoyer au moins des unités anglo-américaines „symboliques” en Roumanie en souhaitant un engagement soviétique assurant que les conditions de l'armistice ne seraient pas moins favorables au roi et à l'opposition que celles assurées au régime Antonescu<sup>14</sup>.

Pour forcer la main des Soviétiques, le roi et l'opposition ont même voulu envoyer un émissaire militaire, le général Aldea à Moscou, le 8 août 1944, pour négocier le passage de l'armée roumaine au côté de l'Armée Rouge et obtenir au moment du tournant la signature de l'armistice. Ces démarches roumaines n'inspirèrent aucune confiance à Moscou. Ils manifestèrent un certain intérêt seulement pour Gheorghe Tătărescu<sup>15</sup>, ancien Premier Ministre, qui fraternisa avec l'extrême-droite roumaine des légionnaires après l'assassinat du G.I. Duca. Gheorghe Tătărescu avait les faveurs d'Edouard Beneš, le Président du gouvernement tchécoslovaque en exil à Londres, ayant conclu un traité d'amitié, de coopération et d'entraide mutuelle avec Staline, au mois de décembre 1943 à Moscou (Beneš avait l'oreille de Staline, qui considéra la Tchécoslovaquie, comme le pilier essentiel de son système d'alliance). Faute d'un retournement du régime Antonescu, les Soviétiques préférèrent Groza et Tătărescu, des non-communistes compromis, opportunistes et facilement maniables, à la place du roi Michel, de Iuliu Maniu, qui avaient une réelle assise populaire, mais d'orientation anglo-américaine. (On verra plus tard, les conséquences de ces préférences, le 6 mars 1945.) L'absence de la réponse soviétique désorienta et découragea la cour royale.

La réponse acceptant de recevoir le général Aldea n'est arrivée que le 23 août 1944, le jour du renversement du régime Antonescu par le roi Michel, au moment de sa proclamation demandant l'armistice aux Alliés, de son appel pour la „réunification de la Transylvanie” et la formation du gouvernement militaire du général Constantin Sănătescu<sup>16</sup>. Le coup d'État créa une surprise complète. Le roi Michel avança l'arrestation du dictateur militaire roumain, le maréchal Antonescu<sup>17</sup> et de

<sup>14</sup> G.I. Duca, *Op.Cit.* Communications de G.I. Duca des 1<sup>er</sup> et 15 juillet 1944.

<sup>15</sup> G.I. Duca, qui le connaissait bien, le jugea comme un homme, certes brillant, mais sans caractère, démagogue et opportuniste, compromis avec les légionnaires.

<sup>16</sup> *Ibidem.* Communications du 8 août de Niculescu Buzești, et des 18 et 22 août 1944 de Semenov, conseiller de l'ambassade soviétique à Stockholm.

son gouvernement au 23, au lieu du 26, originalement prévue avec les partis historiques, à cause de l'offensive militaire soviétique déclenchée le 20 août à Iași, qui a rompu le front. L'armée et l'administration ont suivi le roi, comme un seul homme. Le coup affola Maniu, pris au court, qui craignait une réponse allemande fulgurante. En effet, Hitler ordonna „d'écraser le putsch”. Son palais bombardé, le roi Michel est parti à Sinaia à l'aube du 24, son gouvernement se réfugia dans les sous-sols de la Banque de la Roumanie, mais les troupes roumaines ont résisté aux troupes allemandes jusqu'à l'arrivée de l'Armée Rouge, le 30 août, à Bucarest. La monarchie constitutionnelle rétablie, les partis du bloc national démocrate ont délégué des Ministres dans ce gouvernement.

Ce qui a mobilisé l'armée et toute la société roumaine, en facilitant ce tournant, c'était la reconquête de la Transylvanie du Nord à côté de l'Armée Rouge<sup>18</sup>. Les Soviétiques se montraient peu coopératifs. Ils ont utilisé la période de trois semaines qui s'écoulaient jusqu'à la signature de l'armistice de Moscou avec la Roumanie pour faire prisonnier plus de 160 000 soldats roumains<sup>19</sup>. L'état major soviétique a même proposé à Staline de prendre des mesures radicales contre le roi Michel, puisque sa cour „deviendra un foyer de complots anti-soviétiques”. Staline administra une leçon politique à ses généraux: „C'est un roi étranger, ce n'est pas notre affaire. *La tolérance* manifestée envers lui de notre part aura des répercussions favorables dans nos relations avec nos Alliés. Le peuple roumain croit encore dans la cour royale, comme opposition de la dictature fasciste, et nous devons lui accorder le bénéfice du doute, en pensant qu'il comprendra un jour la véritable nature de la monarchie. Il est fondé de supposer, que les communistes roumains ne resteront

<sup>17</sup> Emil Bodnăraș, un ingénieur communiste d'origine bessarabienne, s'empara des Antonescus, les livra aux Soviétiques. Les Antonescus furent jugés et exécutés en 1946, en tant que criminels de guerre (voir Ioan Dan, „*Procesul*” *Mareșalului Ion Antonescu* [Le procès du Maréchal Ion Antonescu], Bucarest, Edit. Tempus, 1993; *Procesul lui Ion Antonescu* [Le procès de Ion Antonescu], éd. Ioana Craca, Bucarest, Edit. Eminescu, 1995; Teodor Mavrodin, *Mareșalul Antonescu întemnițat la Moscova* [Le Maréchal Antonescu emprisonné à Moscou], Pitești, Edit. Carminis, 1998). Bodnăraș, homme de confiance de Moscou, lié à NKVD-KGB, jusqu'à la fin des années soixantes, devient le premier chef de la police secrète d'après-guerre.

<sup>18</sup> Трансилванский вопрос. Венгеро-румынский территориальный спор СССР, 1940-1946. Документы, p.250. Notes roumaines des 6 et 9 septembre 1944 à Moscou, laissées sans réponse de la part du gouvernement soviétique.

<sup>19</sup> *Ibidem*, pp.248-249. Malgré les protestations du Ministre de la Justice communiste roumain, Lucrețiu Pătrășcanu, le 31 août à Moscou, Molotov demanda quelques semaines pour changer l'attitude des militaires soviétiques face aux Roumains.

pas avec les bras croisés, et ferons tout pour faire comprendre à leur peuple, quelle est la voie à suivre”<sup>20</sup>. Cette relative – et transitoire – tolérance soviétique envers le roi et les partis historiques fut dictée par des égards envers les Anglo-américains. Le 26 août, Molotov fît donc savoir aux Alliés qu’il jugea toujours valables les conditions d’armistice d’avril. Néanmoins, à l’insistance des Britanniques, il a renoncé à assurer une exemption de l’occupation de la capitale roumaine et son périmètre de 30 km et l’inclusion d’une clause rétablissant simplement la frontière roumano-hongroise d’avant-guerre. Les négociations sur la formulation de l’armistice roumain se sont déroulées entre les Alliés à Moscou, même si, selon la décision des Ministres des Affaires Étrangères à Moscou, c’était le Conseil Consultatif Européen (European Advisory Commission) de Londres qui était censé préparer ces termes. La question transylvanienne, en principe, resta ouverte.

### **3. Le problème transylvanien et les grandes puissances victorieuses**

La „pomme de discorde” entre les deux États ennemis, „satellites” de l’Allemagne nazie, est la Transylvanie – Ardeal en roumain, Erdély en hongrois –, le territoire entre les montagnes des Carpates et les frontières de la Hongrie fixées dans le traité de paix signé au Grand Trianon, le 4 juin 1920 – composée de trois parties: le *plateau transylvanien* proprement dit (ancienne principauté des XVI-XVII<sup>èmes</sup> siècles), la partie occidentale de la grande plaine hongroise (dite „le *Partium*” depuis le XVII<sup>ème</sup> siècle) et une partie du *Banat*. Sur ce territoire de 103 000 km<sup>2</sup>, habité majoritairement – depuis le XVIII<sup>ème</sup> siècle – par les Roumains, se trouvent néanmoins 1,5 millions de Hongrois, devenant une minorité nationale au moment de l’éclatement de l’empire austro-hongrois et la disparition de la Grande Hongrie historique.

La population hongroise concentrée à l’intérieur de la Transylvanie, près des Carpates – la terre des Secui – en roumain (Székely en hongrois, Sicules en français, Szekler en anglais) et près de la frontière – au Partium – voulait bien naturellement son rattachement à la Hongrie, ce qui fut fait par le deuxième arbitrage de Vienne, l’œuvre de l’Allemagne nazie et de l’Italie fasciste (le 30 août 1940)<sup>21</sup>. La Grande-Bretagne, pour cette

---

<sup>20</sup> V.I. Styemenko, *A vezérkar a háború éveiben* [L’état major dans les années de la guerre], Budapest, Kossuth, 1975, p.168.

<sup>21</sup> Selon le recensement roumain de 1930, sur ce territoire vivaient 1 167 466 Roumains, 1 005 946 Hongrois, d’après le recensement hongrois de 1941, on y dénombrait 1 344 000 Hongrois et 1 167 000 Roumains. Cf. *Recensământul*

raison, a récusé cet arbitrage. Les États-Unis d'Amérique étant neutres dans la phase initiale de la guerre, la France étant hors-jeu, seule l'URSS de Staline reconnut le rattachement de la Transylvanie du Nord à la Hongrie, ainsi que la cession de la Dobroudja du Sud à la Bulgarie – sous la pression de Hitler – le 7 septembre 1940, du fait qu'elle a occupé elle-même la Bessarabie et la Bucovine du Nord le 27 juin 1940, voulant détruire la Grande Roumanie anti-soviétique, maillon essentiel du „cordon sanitaire”.

Le 4 juillet 1940, Molotov informa le représentant hongrois à Moscou, Kristóffy, du fait que l'URSS n'avait aucun problème avec la Hongrie, que lors de la conférence de paix qui fera suite à la guerre, elle soutiendra les revendications territoriales de la Hongrie. Cette situation s'inverse au moment de l'attaque de l'URSS par l'Allemagne et ses satellites, entre autres, la Roumanie et la Hongrie. Molotov avait précisé à Kristóffy, le 23 juin 1941, que dans la mesure où la Hongrie ne participait pas aux opérations militaires contre l'Union Soviétique, celle-ci maintiendrait sa position antérieure, c'est-à-dire qu'elle continuerait à appuyer les exigences territoriales hongroises contre la Roumanie. Cependant, l'antibolchévisme du régime Horthy se manifesta dans toute sa vigueur, bien que la Hongrie n'ait eu aucune exigence territoriale face à l'URSS. La position soviétique exprimée par Molotov a radicalement et définitivement été abandonnée avec l'entrée en guerre de la Hongrie contre l'URSS, le 27 juin 1941. C'est pourquoi, début décembre 1941, Staline dit à Eden qu'il fallait punir la Hongrie, pour son comportement pendant la guerre. Toujours selon lui, l'URSS, au contraire, désirait construire des relations amicales avec la Roumanie voisine. Et cela, malgré la participation massive, depuis le premier instant, de l'armée roumaine dans l'invasion de l'URSS, qui récupéra non seulement la Bessarabie et la Bucovine du Nord, mais administra un vaste territoire au-delà d'Odessa, la Transnistrie. Le 7 juin 1943, dans la lettre déjà citée, adressée aux ambassadeurs alliés en poste à Moscou, Molotov explique que la „responsabilité des pillages, rapines et tueries commises par les troupes hongroises sur le territoire soviétique incombait non seulement au gouvernement hongrois, mais plus ou moins au peuple hongrois”. (Le gouvernement hongrois voulant limiter la présence de ses troupes à des tâches d'occupation, ne compta pas avec le jugement sévère que le

*general al populației României din 29 decembrie 1930* [Recensement général de la population de la Roumanie, le 29 décembre 1930], II, éd. par Sabin Manuilă, Bucarest, Institutul Central de Statistică, 1938, p.XXVIII-XIX.

comportement de ses troupes engendra.) C'est ce qui fait que le gouvernement soviétique ne pouvait considérer comme „entièrement justifiable” la validité du règlement territorial de l'arbitrage de Vienne<sup>22</sup>.

Pourquoi deux poids, deux mesures dans le jugement soviétique sur la conduite de guerre (war record) des satellites de l'Allemagne? La Roumanie a participé dans la campagne contre l'URSS avec des forces plusieurs fois plus importantes que la Hongrie<sup>23</sup>. Par ailleurs, le front de Stalingrad a été rompu par l'Armée Rouge aux flancs tenus par deux armées roumaines. Le régime Antonescu, inféodé totalement au III<sup>e</sup> Reich, dans les questions de politique intérieure ou extérieure, ne résista même pas à la pression allemande autant que la Hongrie. Or, Staline et Molotov préféraient traiter avec ce régime, et dès l'entrée en guerre de la Hongrie contre l'URSS, condamnaient plus sévèrement la Hongrie que la Roumanie. Les plans d'après-guerre préparés par la Commission Litvinov révèlent la véritable motivation soviétique. L'URSS voulait récupérer la Bessarabie et la Bucovine du Nord, tout en laissant la Dobroudja du Sud à la Bulgarie. La seule *récompense* – au détriment d'un ennemi, la Hongrie – pour une éventuelle sortie de guerre de la Roumanie, aura été la Transylvanie<sup>24</sup>. Dans ses propositions des conditions d'armistice roumain d'avril 1944 et du 25 août 1944, le gouvernement soviétique suggéra aux Alliés de rétablir la frontière de 1920, entre la Roumanie et la Hongrie, c'est-à-dire la frontière de Trianon. Ces documents, dans leur forme acceptée par les Alliés, qualifièrent l'arbitrage de Vienne d'injuste et prévoyaient des opérations soviéto-roumaines conjointes contre les Allemands et les Hongrois „dans le but de restituer la totalité ou la majeure partie de la Transylvanie” à la Roumanie, ce qui dépendait toutefois „de la confirmation du règlement de paix”. Cette dernière formulation fut incluse dans le texte sur la demande expresse de Churchill et en accord avec le State Department<sup>25</sup>.

### *3.1. La note sur la Transylvanie (справка о Трансилвании) de M. Litvinov à Staline, le 5 juin 1944*

Les calculs politiques soviétiques furent clairement exposés dans les travaux de la Commission Litvinov, Commission pour la préparation des traités de paix et du règlement d'après-guerre du Commissariat National des Affaires Étrangères (NarKomInDel-NKID) de l'Union Soviétique.

<sup>22</sup> Citée par Gyula Juhász. *Op.Cit.*, p.159.

<sup>23</sup> Трансилванский вопрос. Венгеро-румынский территориальный спор СССР, 1940-1946. Документы, р.8.

<sup>24</sup> *Ibidem*.

<sup>25</sup> FRUS, 1944, vol. IV, pp.170-172, et vol. V, p.526.

Cette commission a fait des études sur le règlement de paix depuis sa fondation, en septembre 1943. Dans une note (справка) du 5 juin 1944, le Ministre-adjoint des Affaires Étrangères, M. Litvinov<sup>26</sup>, après avoir constaté que l'arbitrage de Vienne n'a satisfait ni la Hongrie, ni la Roumanie, passe en revue les diverses solutions du problème transylvanien: bien que la revendication sur la Transylvanie soit fondée de part et d'autre, „il n'en reste pas moins difficile, voire impossible, de prendre une décision acceptable à la fois pour la Hongrie et pour la Roumanie, sans provoquer la désapprobation de l'une ou de l'autre. Le partage de la Transylvanie suivant une délimitation ethnique reste impossible, car il y a partout un mélange de population et les Hongrois sont largement minoritaires par rapport à la population roumaine. Les Sicules hongrois forment un bloc compact d'un demi-million de personnes, mais ce territoire se trouve dans la partie orientale de la Transylvanie, à une grande distance de la Hongrie” – écrit-il.

Selon Litvinov, les Nations-Unies „sont libres de toute obligation par rapport à la Transylvanie, puisque le traité de Trianon et toutes les autres obligations formelles afférentes ont perdu leur pertinence/force (утратили свою силу), puisque aussi bien la Hongrie que la Roumanie sont des États ennemis”. „Du point de vue politique, il est impossible de maintenir la décision [de l'arbitrage de Vienne], prise au cours de la guerre par l'Allemagne et l'Italie, d'autant plus que de cette décision la Hongrie a été seule à profiter. La ré-annexion de toute la Transylvanie par la Hongrie serait encore moins judicieuse, dans la mesure où cela rétablirait la situation en vigueur avant la Première guerre mondiale. La Hongrie a été le premier à se rallier au pacte Antikomintern. De plus, la Hongrie ne s'est pas montrée favorable au moindre rapprochement par rapport à l'Union Soviétique – bien au contraire, elle a participé à toutes les intrigues polonaises contre l'Union Soviétique. Elle s'est engagée sans la moindre raison dans la guerre contre l'Union Soviétique, sans avoir des revendications contre cette dernière, comme la Finlande ou la Roumanie. Si l'on considère la totalité des effectifs de son armée au front de l'Est, il apparaît qu'elle a apporté un soutien plus important à l'Allemagne hitlérienne que l'Italie. Pour toutes ces raisons, il serait pour le moins insensé de récompenser la Hongrie ou de venir au-devant de ces intentions d'expansion”. La справка n'estima possible la „réunification de la Transylvanie avec la Hongrie qu'à condition d'assurer une coopération étroite et durable entre la Hongrie et l'Union Soviétique. Or, une

---

<sup>26</sup> Трансилванский вопрос. Венгеро-румынский территориальный спор СССР, 1940-1946. Документы, p.237. Note adressée à Staline, Molotov, Vorosilov, Vy-chinsky, Dekanozov.

telle coopération n'était possible que dans le cas d'une transformation radicale intervenant dans le pays, autrement dit, après l'élimination des classes dirigeantes. Sans un tournant de cet ordre, il ne voit pas d'éléments susceptibles à garantir la coopération". Selon Litvinov, „au cours des vingt-cinq années précédentes, tous les partis légaux – y compris le parti des petits propriétaires et le parti social-démocrate – avaient rivalisé dans l'hostilité contre l'Union Soviétique. De surcroît, la Hongrie continue encore les hostilités à notre égard, contre le pays ami qu'est la Tchécoslovaquie, à laquelle elle devrait rendre la région subcarpatique, et contre la Yougoslavie qui doit récupérer ses territoires occupés par la Hongrie”<sup>27</sup>.

Litvinov n'était pas moins sévère dans son jugement sur l'autre satellite de l'Allemagne nazie: „La Roumanie est également un pays ennemi qui mérite une punition et non une récompense. Mais il reste tout à fait envisageable de lui restituer la Transylvanie avec des garanties solides, c'est-à-dire dans le cas d'une coopération étroite et durable avec l'Union Soviétique et si elle renonce à ses revendications concernant la Bessarabie et la Bucovine. Ainsi la Roumanie aurait, avec la Transylvanie, une compensation suffisante pour la non-restitution de la Bessarabie et de la Bucovine, et elle se verra en même temps, obligée de recourir au soutien soviétique face à la Hongrie qui ne se résignera jamais à la perte définitive de la Transylvanie”. „Contrairement à la Hongrie, en Roumanie, avant la guerre, certains partis étaient prêts à coopérer avec l'Union Soviétique. Dans le cas de la restitution de la Transylvanie, une telle coopération pourrait se poursuivre avec le Parti National Paysan, dirigé par Maniu. De plus cette réunification avec la Roumanie serait conforme au droit d'autodétermination et serait à ce titre salué par une partie importante des Nations Unies”<sup>28</sup>.

En conclusion, Litvinov préféra suspendre la décision du transfert de la Transylvanie à l'un ou l'autre, en fonction des garanties durables de coopération obtenues: „Dans les relations politiques, *la gratitude s'évapore rapidement*. D'autre part, la fièvre de la perte des territoires ne va pas retomber pendant longtemps”. Il considéra les assurances écrites de coopération des Roumains comme insuffisantes. Faute d'avoir obtenue des garanties plus solides, il préconisa „la fondation d'un État transylvanien indépendant dans le cadre d'une alliance ou d'une fédération. La Transylvanie d'une population de 5 millions d'habitants et d'un territoire de 100 000 km<sup>2</sup> sera plus grande que la plupart des États

---

<sup>27</sup> Трансилванский вопрос. *Op.Cit.*, pp.233-234.

<sup>28</sup> *Ibidem*, p.236. Litvinov a mentionné en particulier l'appui manifesté par Edouard Beneš lors de ces conversations avec Staline au mois de décembre 1943, à Moscou.

européens”. En demeurant „une pomme de discorde” entre les deux voisins, la Hongrie et la Roumanie, „la Transylvanie ne pourra subsister sans la protection d’une grande puissance, laquelle serait en l’occurrence l’Union Soviétique. Une telle décision serait encore plus conforme au droit d’autodétermination. Ses avantages pour nous, comparés à d’autres versions, seraient les suivants. Elle ne renforcerait ni la Hongrie, ni la Roumanie et le contrôle du nouvel État nous permettrait d’exercer *une pression sur les deux pays* et les empêcherait en même temps de se rallier à une coalition contre nous. Ce contrôle permettrait également d’accroître notre influence sur les pays des Balkans, en particulier sur la Yougoslavie, voisine de la région du Banat. Pour ce qui nous concerne, la décision consiste, en tous cas, à nous saisir de la Transylvanie, au moins provisoirement, jusqu’à ce que les perspectives de coopération avec la Roumanie ou la Hongrie deviennent claires” (souligné par moi-même – A.F.)<sup>29</sup>.

La note de Litvinov a désigné le cadre *théorique* de la politique soviétique, la préférence du principe ethnique aux arguments historiques, jusqu’au printemps 1945, graduellement changé par la *pratique* de cette politique, mise en œuvre par des interventions successives en Roumanie de Vychinsky (l’adjoint du Ministre des Affaires Étrangères soviétique, l’homme de confiance de Staline, un des principaux responsables pour la formation d’une *pax sovietica* en Europe), la faillite de la sortie de guerre de la Hongrie (le 15 octobre 1944), la conférence de Yalta et la mise en place du gouvernement de Groza, le 6 mars 1945 par le même Vychinsky. Néanmoins, la Grande-Bretagne et les États-Unis d’Amérique voulaient maintenir la possibilité, pour la Hongrie, de sortir de la guerre, en laissant ouverte la récupération d’une partie de la Transylvanie et Moscou acquiesça, pour les raisons évoquées dans la note de Litvinov.

---

<sup>29</sup> Трансилванский вопрос. *Op.Cit.*, p.337. Le plan de la Transylvanie indépendante fut exposé, la première fois, à l’automne 1943, dans la dissertation de Béla Geiger, chargé des affaires hongroises au NKID. D’origine hongroise, il travaillait sous le nom de Grigoriev à l’ambassade soviétique de Budapest après la guerre. Son père, un communiste hongrois, émigra à Moscou après la révolution échouée de la République des Conseils en 1919, sa mère fut russe. Valter Roman (Neubauer), un dirigeant communiste roumain à Moscou (père de Petre Roman, Premier Ministre en 1989-1991), a soutenu ce plan dans une lettre adressée à Litvinov, le 28 juillet 1944. Valter Roman, lié à NKVD-KGB après la guerre, est entré dans la police secrète roumaine et a participé à l’enlèvement d’Imre Nagy par les Soviétiques au mois de novembre 1956. La majorité des membres de la Commission Lozovsky, le Ministre-adjoint des Affaires Étrangères, Manuilsky et Stein, à la réunion du 8 juin 1944, délibérant sur la note de Litvinov, ont soutenu le plan d’une Transylvanie indépendante.

### *3.2. La Transylvanie dans les plans d'après-guerre anglo-américains<sup>30</sup>, les sphères d'influence et le rôle de la France dans les Balkans au début de l'automne 1944*

Le „Reconstruction Department” du Foreign Office envisageait la solution du problème transylvanien dans le cadre des confédérations des États danubiens dès l'automne 1942. En liaison avec les „peace-feelers” hongrois et roumains et les échanges interalliés les concernant, malgré les velléités de Churchill dans l'invasion balkanique jusqu'à l'automne 1944, le Foreign Office est vite arrivé à la conclusion que la responsabilité de la décision de tracer les frontières des satellites de l'Allemagne incombait à l'Union Soviétique, en guerre avec ces deux alliés de l'Allemagne. Néanmoins, le Foreign Office interpréta la lettre de Molotov du 7 juin 1943, comme la confirmation de l'octroi à la Roumanie de „certaines parties de la Transylvanie du Nord”, cependant, le principe soviétique prévoyant la restitution des territoires occupés „n'imposerait pas que la Transylvanie retourne à la Roumanie dans sa totalité”<sup>31</sup>. La conférence des Ministres des Affaires Étrangères de Moscou du mois d'octobre 1943, et le discours de Molotov sur l'opposition soviétique aux plans de confédération danubienne, balkanique (concoctés par les gouvernements en exil à Londres) a clos le débat, pour un certain temps, afin de trouver la résolution des problèmes inter-étatiques et la question des frontières, et d'établir la sécurité et la viabilité économique, dans la coopération d'après-guerre entre les petits États de ces régions.

Le gouvernement britannique préféra éviter le partage de l'Europe en sphères d'influences. Dans sa note du 1<sup>er</sup> juillet 1943, Eden proposa une direction *tripartite* des affaires européennes. Sa proposition fut acceptée par la conférence de Moscou. Mais la mise en œuvre du régime du contrôle de l'armistice italien renforça les sentiments des Soviétiques (Vyichinsky fut envoyé à Alger pour y participer), que les alliés anglo-américains exercèrent un contrôle exclusif des affaires italiennes au détriment de Moscou. En revanche, dans le cas des États ennemis, dans leurs zones d'opérations, ils ont employé le „précédent italien”, cette fois, en leur faveur<sup>32</sup>. Churchill et Eden, en s'adaptant aux réalités

---

<sup>30</sup> Georges-Henri Soutou, *La guerre de Cinquante Ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001, pp.23-33.

<sup>31</sup> Les notes du 14 juin de G.Z. Harrison et de Frank K. Roberts sont citées par Mihály Fülöp, *La paix inachevée. Le Conseil des Ministres des Affaires Étrangères et le traité de paix avec la Hongrie (1947)*, Budapest, Association des Sciences Historiques de Hongrie, 1998, pp.44-45.

<sup>32</sup> Voir Bruno Arcidiacono, *Le „précédent italien” et les origines de la guerre froide. Les alliés et l'occupation de l'Italie 1943-1944*, Bruxelles, Bruylant, 1984.

des partages entre les théâtres des opérations des Alliés, ont proposé, au mois de mai 1944, à Staline et Molotov, „la direction des affaires roumaines” aux Soviétiques, en réservant à eux-mêmes „la direction” dans le cas de la Grèce pour une période de trois mois. Malgré les réticences américaines, ils ont continué les négociations à Moscou, entre le 9 et le 18 octobre 1944, aboutissant au fameux „*accord de pourcentage*”, qui donna la priorité aux Soviétiques dans le cas de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Hongrie, aux Britanniques en Grèce, tandis que leurs influences en Yougoslavie s'équilibrèrent. Selon les Britanniques, cet accord n'a pas préjugé la nature des régimes à établir, mais a certainement marqué l'orientation de la politique extérieure et de sécurité de ces États. En dépit de l'absence de l'accord américain, cet accord limita considérablement la marge de manœuvre britannique dans la partie Est de l'Europe, reflétée dans leurs plans d'après-guerre<sup>33</sup>. Certes, dans l'esprit des Britanniques, il s'agissait d'un arrangement militaire temporaire qui ne durait que jusqu'à la conférence de Yalta (les 4-11 février 1945). Les Soviétiques ont soupçonné, à tort, leurs Alliés de vouloir appuyer les forces politiques hostiles à Moscou. En réalité, les Britanniques et les Américains ont favorisé les forces démocratiques au centre (les sociaux-démocrates et le parti des petits propriétaires en Hongrie, les partis historiques en Roumanie), tout en les incitant à coopérer loyalement avec l'Union Soviétique.

Les plans britanniques ont ressemblé aux solutions proposées par les Soviétiques. Tout en refusant à entériner la décision de Vienne, et pour mieux suivre la ligne ethnique de partage, le Foreign Office, en septembre 1943, préféra rattacher la zone limitrophe (le Partium) à la Hongrie, tout en n'excluant pas l'idée d'une Transylvanie indépendante, dans le cadre d'une confédération<sup>34</sup>. Les Britanniques, prudents, ont décidé de ne pas imposer leurs plans aux Soviétiques, les premiers concernés. D'autant plus qu'en Italie, ils ne souhaitèrent nullement céder une quelconque influence aux Soviétiques: „La résolution du problème [transylvanien] dépend à tel point des forces et de la position des armées soviétiques à la fin de la guerre, du rapport de l'Union Soviétique au système de sécurité générale, de la nature des régimes établis dans l'Europe orientale et des exigences de l'Union Soviétique à leur encontre, qu'il convient de rester au niveau des considérations générales”<sup>35</sup>.

---

<sup>33</sup> András D. Bán, *Pax Britannica*, Budapest, Osiris, 1996.

<sup>34</sup> *Autonómisták és centralisták. Észak-Erdély a két román bevonulás között (1944. szeptember-1945. március)*, p.25.

<sup>35</sup> András D. Bán, *Op.Cit.*, p.202.

Les Américains ont commencé les préparatifs d'après-guerre le 12 février 1942 dans le cadre de „l'Advisory Committee on Post-War Foreign Policy”<sup>36</sup>. Au centre de ses travaux, les diplomates et les experts ont placé l'établissement des confédérations, plans abandonnés comme nous l'avons vu, après la conférence de Moscou, à cause de l'opposition soviétique<sup>37</sup>. Les Américains – comme la Commission Litvinov et le Foreign Office – partaient du principe de l'établissement des frontières ethniques – „*le principe de l'équité ethnique*” – entre la Roumanie et la Hongrie. Campbell et Mosely, les experts sur la Transylvanie, ont proposé, au mois de février 1943, deux solutions du problème territorial: 9000 km<sup>2</sup> ou 14500 km<sup>2</sup> en faveur de la Hongrie, en lui rattachant une partie du Partium, avec une large *autonomie* de la région habitée par les Székely/Secui/Sicules/Széklers, dans l'Est de la Transylvanie. Faute de mieux, ils se résignèrent eux aussi, à une troisième option: la construction d'un État transylvanien indépendant, membre d'une confédération de l'Europe centrale ou „condominium” de la Roumanie et de la Hongrie. Ils ont proposé, pendant quelques années après la guerre, l'introduction d'une *administration militaire alliée* en Transylvanie<sup>38</sup>. Comme les Soviétiques et les Britanniques, ils ont pondéré le pour et le contre d'une confédération à trois – Roumanie, Hongrie, Transylvanie –, une vieille idée de l'ancien Premier Ministre hongrois des années vingt, le comte István Bethlen<sup>39</sup>. D'après les propositions élaborées entre le 19 avril et le 26 juillet 1944 par la commission interdépartementale du State Department, chargée des affaires balkano-danubiennes, puis par le Committee on Post-War Program: „les États-Unis favorisent la modification de la frontière hungaro-roumaine en Transylvanie suivant la ligne de partage ethnique, en restituant à la Hongrie une zone restreinte au Nord de la ville d'Arad jusqu'à Szatmár”<sup>40</sup>. Après le tournant roumain, les documents préparatoires de la conférence de Québec destinés à Roosevelt comportent aussi une formulation similaire<sup>41</sup>.

<sup>36</sup> Ignác Romsics, *Wartime American Plans for a New Hungary. Documents from the US Department of State, 1942-1944*, New York, Columbia University Press, 1992, p.8.

<sup>37</sup> *Ibidem*, pp.5-14.

<sup>38</sup> *Ibidem*, p.19 et pp.111-117, 208.

<sup>39</sup> *Ibidem*, p.20.

<sup>40</sup> *Ibidem*, pp.44-47, 51-53.

<sup>41</sup> FRUS, The Conference at Quebec 1944 (Washington, 1972), p.215. Department of State Briefing Paper: American Policy towards Hungary: „Au règlement définitive, les États-Unis favorisent la modification de la frontière d'avant-guerre selon la ligne de partage ethnique, ce qui impliquerait la restitution d'une zone restreinte à la Hongrie, rendue à la Roumanie à la fin de la guerre précédente”.

Ce qui a fait perdurer ces plans américains après la fin de la guerre, à l'automne 1945, c'était le refus américain de reconnaître des zones d'influences exclusives en Europe. Les États-Unis d'Amérique, sans vouloir inciter les États limitrophes de l'Union Soviétique de se dresser contre celle-ci, ont rejeté les accords conclus en 1944 entre les Britanniques et les Soviétiques, comme contraires à l'esprit de la coopération tripartite interalliée. Ainsi, la diplomatie américaine a su préserver *une main libre*, afin de repousser les décisions de tracer les frontières européennes à la période qui suivait les conférences de Yalta et de Potsdam, ayant plus de marge de manœuvre, au moins en apparence, que la diplomatie de la Grande-Bretagne. Cela ne voulait pas dire qu'ils ont voulu dresser les forces politiques des pays voisins contre l'Union Soviétique, bien au contraire. Les représentants militaires américains au sein des Commissions de Contrôle Alliées à Bucarest, à Sofia et à Debrecen (puis à Budapest) ont reçu des instructions de coopérer loyalement avec les Soviétiques et de faire un front uni allié face aux forces politiques des États vaincus<sup>42</sup>.

À l'automne 1944, les représentants du gouvernement provisoire français à l'initiative soviétique – furent admis le 11 novembre 1944<sup>43</sup>, à l'European Advisory Commission (le Conseil Consultatif Européen) de Londres. Les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni ont cédé une partie de leurs zones d'occupations en Allemagne (et plus tard, en Autriche) en faveur de la France, mais ne lui accordèrent aucune influence dans les Balkans, dont eux-mêmes furent pratiquement exclus<sup>44</sup>. La France était *absente* des négociations des armistices avec la Roumanie, la Finlande, la Bulgarie et la Hongrie, elle n'a pas signé leurs armistices et n'était informée des événements et des négociations interalliées concernant cette région que par l'intermédiaire des Britanniques. Les Soviétiques n'ont

---

<sup>42</sup> Voir Bruno Arcidiacono, *Alle origini della divisione europea. Armistizi e Commissioni di controllo alleate in Europa orientale, 1944-1946*, Firenze, Ponte alle Grazie, 1993.

<sup>43</sup> Mikhail Narinskiy, „Moscou et le Gouvernement provisoire du général de Gaulle”, in *Relations Internationales*, no.108, Hiver, 2001, p.566.

<sup>44</sup> François Kersaudy résume, dans son article „Le général de Gaulle et les « Trois Grands »”, in *Relations Internationales*, no. 108, Hiver, 2001, p.451, cette situation de départ dans les termes suivants: „l'entente anglo-américano-soviétique pour exclure la France de toutes conversations sur l'avenir de l'Europe et du monde d'après-guerre, et enfin le mépris écrasant de Roosevelt et de Staline pour la France vaincue – et pour le chef de la France libre par extension – a mis la France dans « une situation impossible »”.

en rien facilité le retour de la France<sup>45</sup> en Europe centrale et orientale<sup>46</sup>. Comme on verra plus tard, malgré le pacte d'assistance mutuelle, signé à Moscou le 10 décembre 1944 entre la France et l'Union Soviétique, le Kremlin a même essayé d'éliminer la France des négociations du traité de paix roumain, d'une façon spectaculaire, lors de la session de Londres du Conseil des Ministres des Affaires Étrangères, en septembre 1945.

<sup>45</sup> François Kersaudy, *Op.Cit.* p.455. En dépit de la tentative du général de Gaulle de faire miroiter à Staline une alliance de revers face aux Anglo-américains, voir encore Mikhail Narinskiy: „Moscou et le Gouvernement provisoire du général de Gaulle” citant la note confidentielle d'Ivan Maiskiy du 11 janvier 1944, in *Istochnik*, 1995, no. 4, p.127, et en mentionnant les efforts de Moscou „pour éviter l'inclusion de la France dans un bloc occidental et réaliser quelques modalités de coopération avec Paris” (p.566).

<sup>46</sup> Le bureau d'études clandestin du Ministère des Affaires Étrangères de Jean Chauvel, le Secrétaire général de Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères dans la période traitée, a certes fait des études pour cette région, mais celles-ci, vue l'exclusion de la France des négociations tripartites à l'époque, n'avaient nulle incidence sur les événements. Voir Maurice Vaisse, „Les bureaux d'études des Affaires Étrangères et l'Italie (1940-1944)”, in *Revue d'histoire diplomatique*, 1983, no.3-4.

---

## II.

---

# DE L'ARMISTICE ROUMAIN AU COMMENCEMENT DES NÉGOCIATIONS INTERALLIÉES SUR LA ROUMANIE ET LA HONGRIE

### 1. L'armistice roumain et le statut spécial de la Transylvanie

La délégation roumaine d'armistice conduite par Lucrețiu Pătrășcanu est arrivée à Moscou, le 29 août 1944<sup>1</sup>. Dans l'esprit du principe de la „reddition sans conditions”, l'armistice ne fut pas négocié entre les vainqueurs et le vaincu. Seuls les Alliés décidèrent les conditions de l'armistice. La délégation roumaine n'avait qu'à accepter, sans pouvoir négocier, le texte imposé. L'armistice signé à l'aube du 13 septembre 1944, mais portant la date du 12, obligea la Roumanie à rompre avec les puissances de l'Axe, à désarmer et à interner les Allemands et les Hongrois sur son territoire (art. 2), a rétabli la frontière roumano-soviétique du 28 juin 1940, consacrant la perte de la Bessarabie et de la Bucovine du Nord. L'article 8 préconisa le blocage des avoirs allemands et hongrois. (Le Journal officiel roumain – *Monitorul Oficial* – a publié le décret d'application le 2 avril 1945, après l'armistice hongrois du 20 janvier 1945, signé à Moscou, en établissant une Caisse pour l'administration et la surveillance des avoirs ennemis (Casa pentru Administrarea și Supravegherea Bunurilor Inamice – CASBI). La Roumanie devait payer 300 millions de \$ de réparations à l'Union Soviétique (en prenant comme base le taux de change en vigueur de 1938, ce qui a multiplié la somme des

---

<sup>1</sup> Ioan Chiper, „Conjunctura semnării armistițiului de la Moscova” [La conjoncture de la signature de l'armistice de Moscou], in *Revista Istorică*, 5, 1994, no. 9-10, p.891-898; Alexandru Cretzianu, *Relapse into Bondage. Political Memoirs of a Romanian Diplomat 1918-1947*, Iași-Oxford-Portland, The Center for Romanian Studies, 1998, pp.101-104. Les membres de la délégation roumaine: général Dumitru Dămăceanu, Ion Christu, Ghița Pop, Barbu Știrbey.

réparations à payer à cause de l'inflation intervenue pendant la guerre) et devait lui restituer les biens enlevés par son armée (articles 11-12). La Roumanie devra procéder au jugement des criminels de guerre et devra dissoudre les organisations fascistes et pro-hitlériennes (articles 14-15). L'administration roumaine a été censée être rétablie de 50 à 100 km derrière la ligne de front. Toutefois, les autorités roumaines devaient obéir aux ordres du Haut-Commandement allié (soviétique) (art. 17). L'exécution de l'armistice fut contrôlée par une Commission de Contrôle Alliée, présidée par le maréchal Rodion Y. Malinovsky, le commandant en chef des forces soviétiques en Roumanie, signataire de l'armistice au nom des trois gouvernements alliés (art. 18)<sup>2</sup>. La clause la plus importante, du point de vue roumain, fut l'article 19: „Les gouvernements alliés considérant la décision de l'arbitrage de Vienne concernant la Transylvanie comme nul et non-avenue et sont d'accord que la Transylvanie (ou la majeure partie de celle-ci) pourra être retournée à la Roumanie, sujet à confirmation lors du règlement de la paix et le gouvernement soviétique donne son accord que les forces soviétiques peuvent participer pour atteindre cet objectif dans des opérations militaires conjointes avec la Roumanie contre l'Allemagne et la Hongrie”<sup>3</sup>.

L'armistice est devenu une source inépuisable de pression entre les mains des Soviétiques contre les gouvernements roumains, les partis historiques et la cour royale. La Commission roumaine pour l'application de l'armistice de Ion Christu et le Ministre des Affaires Étrangères, Niculescu Buzesti, ont reçu les remontrances du général Vinogradov, le 20 octobre 1944, sur l'exécution de l'armistice par les autorités roumaines, qui ont rejeté ses accusations. Le vice-président soviétique de la Commission de Contrôle Alliée a reproché au gouvernement roumain le retard pris dans l'arrestation des criminels de guerre (les généraux roumains, commandants de l'armée en lutte contre les ennemis allemands et hongrois, qui ont commis des atrocités, pendant la guerre, en Union Soviétique) et des légionnaires (art. 14) et les livraisons des réparations (art. 11). Il a réitéré ses accusations le 2 novembre 1944 dans une note,

<sup>2</sup> Bruno Arcidiacono, *Alle origini della divisione europea. Armistizi e Commissioni di controllo alleate in Europa orientale, 1944-1946*, Firenze, Ponte alle Grazie, 1993. L'auteur considère comme précédent l'armistice roumain pour les autres armistices en Europe centrale et orientale. Il prouve que le rôle d'observateurs des officiers britanniques et américains provient du „précédent italien”.

<sup>3</sup> Le texte anglais de l'armistice se trouve au *Ministère des Affaires Étrangères. Paris, Archives et Documentation (infra: MAE), Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 28.

en exigeant l'arrestation des citoyens allemands et hongrois et le gel immédiat de leurs avoirs en Roumanie (art. 2 et 8)<sup>4</sup>. À la suite des pressions soviétiques, la commission roumaine pour l'application de l'armistice a démissionné en bloc, Ion Christu a été remplacé par Savel Rădulescu (un ancien collaborateur de Nicolae Titulescu, le Ministre des Affaires Étrangères roumain des années trente), le gouvernement roumain a été remanié (Petru Groza est devenu Vice-Premier Ministre, Constantin Vișoianu – un proche de Maniu – a remplacé Niculescu Buzești, Gheorghiu-Dej, le Secrétaire général du Parti Communiste Roumain fit son entrée dans le cabinet comme Ministre des Transports)<sup>5</sup>.

L'Union Soviétique, pour la première fois au cours de la guerre, est devenue la grande puissance victorieuse qui dicta les termes de l'armistice à un État ennemi vaincu et a établi la Commission de Contrôle Alliée pour faire exécuter ses clauses.

Comme les Anglo-américains en Italie<sup>6</sup>, les Soviétiques ont créé un „précédent roumain” pour la Bulgarie, la Hongrie, voire la Finlande. La présence fluctuante d'un à deux millions de soldats soviétiques sur le territoire roumain, le plein pouvoir donné par l'instrument de l'armistice au commandant en chef allié (soviétique) a rendu caduque toute velléité de résistance. La Roumanie est devenue ainsi le premier terrain d'application de la politique soviétique dans la partie Est de l'Europe, l'autorité suprême appartenait à Moscou, la souveraineté du pays était inexistante. La monarchie constitutionnelle et les partis historiques étaient seuls face à la puissance occupante. Moscou, dès le début, pour influencer le cours des événements, concentra ses pressions sur les auteurs du tournant du 23 août 1944, en essayant de séparer le roi Michel de son entourage, surtout de son Ministre des Affaires Étrangères, Niculescu Buzești. Les Anglo-américains, en ne concédant pas une zone exclusive d'administration au gouvernement roumain autour de Bucarest, en réintroduisant la suspension de la rétrocession de toute la Transylvanie à la Roumanie

<sup>4</sup> Conséquence probable de l'échec de l'amiral Horthy de faire sortir la Hongrie de la guerre, le 15 octobre 1944.

<sup>5</sup> Marin Radu Mocanu, *România și armistițiul cu Națiunile Unite. Documente* [La Roumanie et l'armistice avec les Nations Unies, Documents], vol. II, Bucarest, 1995. Gh. Gheorghiu-Dej est devenu le dirigeant de la Roumanie communiste entre 1948 et 1965. Son successeur était Nicolae Ceaușescu (1965-1989), un des dirigeants de la jeunesse communiste à l'époque.

<sup>6</sup> *The National Archives of the United States, Washington D.C., Records of the Office of Strategic Services R.G. 226*, XL 2958, le rapport sur la Roumanie des Dr. Williams, L. Roberts, Beverly M. Bowie et Robert L. Wolff du 16 décembre 1944, cité par Marin Radu Mocanu, *Op.Cit.*, vol. II, pp.126-128.

et en refusant d'intriguer contre leurs alliés soviétiques avec les Roumains, n'ont en rien facilité la tâche du souverain roumain de préserver un résidu d'indépendance.

L'autorisation ou le refus du rétablissement de l'administration civile roumaine fut un instrument puissant entre les mains du Haut-Commandement soviétique pour faire valoir les intérêts de la puissance occupante. Moscou avait ainsi un moyen supplémentaire de pression sur les gouvernements roumains militaires successifs de Sănătescu et de Rădescu, en maintenant l'administration militaire soviétique en Moldavie jusqu'au mois de janvier 1945, ou en la rétablissant en Transylvanie du Nord entre le 12 novembre 1944 et le 6 mars 1945. Au moment où la Roumanie a réussi à renverser son alliance, la Hongrie sombra dans la guerre. Dans les derniers jours du mois d'août 1944, l'armée roumaine attaqua les lignes hongroises. L'évacuation des autorités militaires et civiles hongroises de la Transylvanie commença le 12 septembre. Avec l'administration, la majeure partie de l'intelligentsia hongroise est partie. La société hongroise a perdu son „élite”.

La Roumanie tenta de rétablir son administration civile dans un protocole signé avec le vice-président soviétique de la Commission de Contrôle Alliée, le général V.P. Vinogradov, le 25 septembre<sup>7</sup>. Sur l'initiative de Maniu, le gouvernement roumain a établi un „Commissariat pour l'administration des régions libérées de Transylvanie” (Comisariatul pentru Administrarea Regiunilor Eliberate din Transilvania), avec, à sa tête, Ionel Pop (un proche collaborateur et cousin de Maniu)<sup>8</sup>. Son Conseil fut composé d'Emil Hațieganu<sup>9</sup>, le recteur de l'Université „Ferdinand” de Sibiu, Petru Groza, Sabin Manuilă et Iosif Jumanca. Le décret d'application n'est jamais entré en vigueur. Ionel Pop n'a même pas réussi à prendre ses fonctions de commissaire dans la capitale de

<sup>7</sup> Marin Radu Mocanu, *Op.Cit.*, vol. II, pp.62-63 „Le territoire de la Transylvanie libéré, appartenant à la Roumanie, sera considéré comme territoire ami. Sur ce territoire seront appliquées, comme au reste du pays, les mêmes normes de la Convention d'Armistice”.

<sup>8</sup> Cf. *Colecția de legi și regulamente* [Collection des lois et des règlements], t. XII, 1944, 1-31 octobre, Bucarest, 1945, p. 16-17.

<sup>9</sup> Hațieganu, juriste, Ministre d'État du Parti National Paysan, en 1946, fut arrêté au moment du tournant roumain par la Gestapo. À l'intervention du comte Béla Teleki, président du Parti Transylvanien Hongrois, il fut transféré à l'archevêché de Vilmos Apor de Győr (Hongrie). Il est de retour à Cluj (en hongrois: Kolozsvár) au début de l'année 1945; *Autonómisták és centralisták. Észak-Erdély a két román bevonulás között (1944. szeptember-1945. március)* [Les autonomistes et les centralistes. La Transylvanie du Nord entre les deux entrées roumaines (septembre 1944-mars 1945)], par Gábor Vincze et Mihály Zoltán Nagy, EME/Proprint, 2004. p.128.

la Transylvanie, à Cluj<sup>10</sup>, puisque les autorités militaires soviétiques ont freiné, puis interdit la reprise de ces territoires par le gouvernement roumain, après avoir repoussé près de Torda l'attaque de l'armée hongroise dans la semaine qui a suivi la déclaration de guerre, le 7 septembre 1944, entre la Roumanie et la Hongrie.

L'administration civile roumaine pouvait entrer seulement dans la terre des Sicules (Székelyföld) hongrois, dans la moitié Est des départements de la Transylvanie du Nord, accompagnée par des milliers de „gardes de Maniu”, des „Régiments des volontaires”, des troupes irrégulières et des gendarmes roumains, qui ont marché sur les territoires habités majoritairement par les Hongrois, restant sur place. La „campagne de vengeance”<sup>11</sup> entre la mi-septembre et la fin du mois d'octobre, les assassinats et les exécutions commis par ses troupes parmi les villageois hongrois, la déportation par milliers de la bourgeoisie urbaine hongroise vers des camps d'internement roumains et de l'Union Soviétique (dont peu sont revenus vivants), ont semé la terreur en Transylvanie du Nord. Andrei Y. Vychinsky et le général Vinogradov, le 12 novembre 1944, ont donné l'ordre à Constantin Sănătescu, Petru Groza et Constantin Vișoianu de retirer l'administration roumaine de la Transylvanie du Nord, de dissoudre les „gardes de Maniu”, les „Régiments des volontaires” et de traduire en justice ses commandants<sup>12</sup>. Le 13 novembre, le Haut Commandement soviétique a réintroduit son administration militaire directe sur ce territoire. Le gouvernement roumain s'exécuta, tout en adressant un long plaidoyer aux Soviétiques pour le rétablissement de la souveraineté et de l'administration civile roumaine dans cette région<sup>13</sup>. Petru Groza, les communistes roumains et les Soviétiques se sont

<sup>10</sup> Voir I.S. Nistor, „Constituirea și activitatea Comisariatului pentru administrarea Transilvaniei eliberate (octombrie 1944-martie 1945)”, in *Anuarul Institutului de istorie și arheologie Cluj-Napoca*, XXVI, 1983-1984, p. 491-498.

<sup>11</sup> *Autonómisták és centralisták. Észak-Erdély a két román bevonulás között*, pp. 42-50.

<sup>12</sup> Трансилванский вопрос. Венгеро-румынский территориальный спор СССР, 1940-1946. Документы [Le problème transylvanien. Le débat territorial hungaro-roumain et l'URSS, 1940-1946. Documents], Introduction par T.M. Islamov et T.A. Pokivailova, Moscou, Rosspen, 2000, pp.254-258. Voir aussi Gh. Onișoru, „Statutul nord-vestului Transilvaniei de la 23 august 1944 la 10 februarie 1947” [Le statut du nord-ouest de la Transylvanie], in *Acta Musei Porolissensis*, 19, 1995, p.419-428.

<sup>13</sup> Voir la note du 19 novembre 1944 du gouvernement roumain (*Autonómisták és centralisták. Észak-Erdély a két román bevonulás között*, p.53). Ces atrocités brutales (des villageois hongrois ont été décapités à la hache à Szárazajta, exécutés par dizaines à Egeres, Csíkszentdomokos, Bánffyhunyard, Gyanta, Magyararmete, Kishalmágy, etc.) ont desservi la cause roumaine devant les grandes puissances victorieuses et ont mis en doute la capacité des autorités roumaines à assurer la

empressés de lancer une campagne contre les partis historiques, en premier lieu contre Maniu, qui a pris connaissance ultérieurement de ses atrocités commises (abusivement) en son nom.

Ces événements sanglants ont jeté – politiquement – la société hongroise transylvanienne dans les bras des Soviétiques et des communistes roumains. Cette société (reflet fidèle du régime Horthy et du conservatisme de l'aristocratie hongroise transylvanienne), traditionnellement conservatrice-chrétienne jusqu'à l'automne 1944, fut exempte des radicalismes de droite (Croix fléchée) ou de gauche (ni les sociaux-démocrates, ni les communistes n'avaient pas une base populaire significative). Le Parti Communiste Roumain (PCR) et les autorités soviétiques ont récupéré les Hongrois, affolés par la revanche roumaine, fomentée par l'extrême-droite (et en partie, soutenue par le Parti National Paysan de Maniu). La population hongroise a accueilli l'Armée Rouge en „sauveur” et „libérateur” de l'extermination et d'un „exode” provoqué par la terreur „des Régiments des volontaires”.

L'organisation minuscule communiste hongroise, en clandestinité dans les années trente, MADOSz (Magyar Dolgozók Országos Szövetsége – Union Nationale des Travailleurs Hongrois), transformée en MNSz (Magyar Népi Szövetség – Union Populaire Hongroise – UPH), affiliée au PCR, a réussi à répandre l'influence communiste dans les villes habitées majoritairement par les Hongrois à cette époque, en premier lieu à Cluj/Kolozsvár. L'influence de MNSz, ayant l'appui des Soviétiques, a atteint son paroxysme au printemps 1945. Sous la protection de l'administration militaire soviétique, les partis de gauche, hongrois et roumains ont commencé à bâtir une autonomie administrative face à Bucarest, ont établi des institutions culturelles et d'éducation, l'université hongroise a continué à fonctionner à Cluj<sup>14</sup>. Ces tendances autonomistes correspondaient aux prévisions de la Commission Litvinov. Les Soviétiques ont réussi à mettre en œuvre leur plan à utiliser la question transylvanienne et à tenir en échec, à la fois la Roumanie et la Hongrie.

La société roumaine de la Transylvanie du Nord a vécu cette période comme un traumatisme de l'intervention d'une grande puissance,

paix et l'ordre derrière les lignes de front de l'Armée Rouge. L'état major roumain, craignant aussi des représailles de la Hongrie contre les Roumains, s'empressa d'arrêter les coupables, dont Olteanu, un de leurs chefs et ses complices, ont été traduits devant un tribunal militaire à Braşov, le printemps 1945.

<sup>14</sup> Voir Lucian Nastasă, *Intellectualii și promovarea socială (Pentru o morfologie a câmpului universitar)* [Intellectuels et promotion sociale (Pour une morphologie du champ universitaire)], Cluj, Edit. Limes, 2004, pp. 167-215.

d'une „bolchévisation” et d'un retour de la „domination hongroise”<sup>15</sup>. Les Roumains ont ressenti comme une injustice profonde l'imposition de l'administration militaire soviétique, l'assistance impuissante anglo-américaine à la politique d'occupation, qui les ont privés du „fruit” de leur renversement de l'alliance: la réintroduction de la souveraineté roumaine dans la partie Nord de la Transylvanie. Dans cette région, deux camps s'opposaient: la population hongroise qui s'abrita derrière l'Armée Rouge et opéra un tournant vers la gauche et la majorité roumaine en Transylvanie, qui était dressée – sauf une infime minorité appartenant au partis de gauche – contre les Soviétiques, les Hongrois et leurs représentants politiques, les communistes. Les Soviétiques ont sciemment utilisé les tentatives de récupération de ces territoires par les gouvernements roumains militaires de Sănătescu et de Rădescu pour renforcer l'assise populaire du PCR<sup>16</sup> poursuivant une politique d'identification complète avec les objectifs soviétiques. Le problème transylvanien est devenu une arme utile des Soviétiques pour combattre les gouvernements roumains militaires et refouler l'influence des partis historiques. Au premier moment venu, après Yalta, ils ont utilisé cet instrument pour renverser le gouvernement roumain. C'est dans ce contexte que les diplomates du gouvernement provisoire français du général de Gaulle ont fait leur réapparition dans les affaires balkaniques et deviennent les témoins des interventions successives soviétiques.

## **2. Les interférences successives soviétiques. La désignation des représentants diplomatiques français dans la partie Est de l'Europe et leurs premières observations**

Dès la signature de l'armistice et la mise en place de la Commission de Contrôle alliée à Bucarest, Andrei Vychinsky, le Commissaire-adjoint (ministre) des Affaires Étrangères est devenu l'acteur principal de l'instauration de l'ordre soviétique, de la *pax sovietica* dans la partie de

---

<sup>15</sup> Antonio Faur, „Ocupația sovietică în nord-vestul României. 1944-1945” [L'occupation soviétique dans le nord-ouest de la Roumanie], in *Arhivele Totalitarismului*, 6, 1998, no. 2-3, p.85-101; Marcela Sălăgean, *Administrația sovietică în nordul Transilvaniei (noiembrie 1944-martie 1945)* [L'administration soviétique en Transylvanie du Nord (novembre 1944-mars 1945)], Cluj, Centrul de Studii Transilvane, 2002.

<sup>16</sup> Au moment de la signature de l'armistice, le nombre des membres du PCR était mille, au mois de janvier 1945 seize milles, en mars 1945 trente deux milles, et se transforme en parti de masse vers la fin de cette année (800 000 adhérents).

l'Europe libérée/occupée par l'Armée Rouge. Le tristement célèbre procureur des procès de Moscou de 1937-1938, converti à la diplomatie, envoyé par Staline en 1943-1944 à Alger et en Italie pour observer le régime d'armistice mis en place par les alliés anglo-américains<sup>17</sup>, a invoqué le „précédent italien” pour imposer un régime d'armistice au bénéfice, cette fois-ci, de l'Union Soviétique en Roumanie. Ces séjours à Bucarest (du début du mois de novembre au 8 décembre 1944, du 24 février au 13 mars 1945) ont conduit à la recomposition du gouvernement du général Sănătescu au début du mois de novembre, à la formation du gouvernement du général Rădescu au mois de décembre 1944 et au renversement de ce dernier, le 6 mars 1945. Les crises gouvernementales successives provoquées par Vychinsky ont visé à faire plier complètement la Roumanie à la volonté soviétique. Lors de sa rencontre avec le roi Michel (en présence de Constantin Vișoianu), le 11 novembre 1944, il a lié l'exécution de la clause de la réparation à la question de la Transylvanie, et des mesures de dissolution des organisations fascistes et de l'arrestation des criminels de guerre. L'évacuation ordonnée de la Transylvanie du Nord par les autorités soviétiques a été confirmée le lendemain<sup>18</sup>. Les Soviétiques ont fait la sourde oreille aux demandes roumaines de restitution de ce territoire<sup>19</sup>.

Les premiers rapports français au gouvernement provisoire sur les Balkans, en l'occurrence sur la Roumanie, sont parvenus à Paris au milieu des préparatifs du voyage du général de Gaulle à Moscou, en novembre-décembre 1944. Le pacte franco-soviétique de décembre 1944 symbolisa la „rentrée de la France dans le concert des grandes puissances”<sup>20</sup>. Jusque-là, les informations éparses sur cette région et les objectifs politiques soviétiques venaient des Britanniques, des capitales alliées (Londres, Moscou), de la mission française auprès des gouvernements en exil à Londres, et à Ankara<sup>21</sup>. La reconstitution de l'administration des Affaires Étrangères a conduit à la désignation des représentants français à envoyer dans les capitales de l'Europe centrale et orientale et la première ébauche des objectifs à atteindre par ces derniers<sup>22</sup>. Dès le début de novembre 1944, Roger Sarret, conseiller commercial, représentant

---

<sup>17</sup> Bruno Arcidiacono, *Le „précédent italien” et les origines de la guerre froide. Les alliés et l'occupation de l'Italie 1943-1944*, pp.404-434.

<sup>18</sup> Трансилванский вопрос. Венгеро-румынский территориальный спор СССР, 1940-1946. Документы, pp.254-255.

<sup>19</sup> *Ibidem*, Lettre de A.I. Lavrentiev à Vychinsky sur l'établissement d'une administration transitoire en Transylvanie du Nord, le 26 décembre 1944.

<sup>20</sup> MAE, *Série Z, Europe. 1944-1949. Généralités*, vol. 28. Note du 14 février 1945.

<sup>21</sup> MAE, *Série Z, Europe. 1944-1949, Roumanie*, vol. 26. Dans cette dernière, d'Alexandru Cretzianu.

<sup>22</sup> MAE, *Série Z, Europe. 1944-1949. Généralités*, vol. 28.

provisoirement les intérêts français à Bucarest, a commencé à envoyer ses rapports de Bucarest (jusqu'à l'été 1945).

Jean Paul-Boncour a été désigné comme ministre plénipotentiaire en Roumanie le 10 novembre 1944. (Il n'a pris ses fonctions qu'au printemps 1945). Le Ministère français des Affaires Étrangères a fait demander par Roger Garreau – Moscou, le 14 décembre 1944 – aux autorités soviétiques de lui permettre de prendre ses fonctions auprès de la Commission de Contrôle alliée à Bucarest. Henry-Louis Gauquié, le futur représentant français d'après-guerre à Budapest (de mars 1946), fut désigné le 29 novembre 1944 à Sofia. Le Quai d'Orsay déplora, le 15 janvier 1945, que les représentations diplomatiques françaises ne fonctionnèrent dans aucun des États vaincus dans „la sphère de sécurité”<sup>23</sup> soviétique (Roumanie, Bulgarie, Hongrie, Finlande), malgré *l'importance des colonies et des intérêts français „au moins équivalents à celle des Britanniques et supérieures à celle des Américains”* (souligné par moi-même – A.F.)<sup>24</sup>. Ces intérêts étaient avant tout économiques: le pétrole et la flotte danubienne en Roumanie et les mines de Bor en Yougoslavie. Sarret a fait plusieurs démarches auprès des autorités soviétiques et en particulier auprès de Vychinsky, en mission à Bucarest, pour représenter ces intérêts. Les autorités soviétiques n'ont pas autorisé le gouvernement roumain à nommer un représentant politique en France, dont la mission serait parallèle à celle de Jean Paul-Boncour en Roumanie, jusqu'en mars 1945<sup>25</sup>.

Garreau a pu mesurer la déception de la délégation roumaine envoyée à signer l'armistice à Moscou. Le représentant français a montré peu de compréhension pour leurs arguments: „ils espéraient que la Roumanie en déclarant la guerre à l'Allemagne échapperait aux fâcheuses conséquences de sa complicité passagère et des ravages exercés par ses armées sur le territoire soviétique. Ils se plaignent notamment de ce qu'une zone comprenant Bucarest n'eût pas été soustraite à l'occupation militaire soviétique”<sup>26</sup> et de frais d'occupation. „Ils ne semblent pas tenir compte de ce que la Roumanie va pouvoir, grâce à l'aide des forces soviétiques, récupérer les territoires qu'elle avait dû céder à la Hongrie” – commenta Garreau *l'ingratitude* roumaine<sup>27</sup>. La diplomatie française, de

---

<sup>23</sup> L'expression est de M. Litvinov, voir sur le partage en „sphères de sécurité” entre la Grande-Bretagne et l'URSS. Трансильванский вопрос. Венгеро-румынский территориальный спор СССР, 1940-1946. Документы, pp.258-262.

<sup>24</sup> MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 26.

<sup>25</sup> *Ibidem*, vol. 27. Télégramme no.165 de Sarret, du 7 avril 1945 de Bucarest.

<sup>26</sup> Comme je l'ai démontré plus haut, c'est la position britannique du 28 août 1944 qui a fait renoncer les Soviétiques à accorder aux Roumains cette zone.

<sup>27</sup> MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 26. Télégramme chiffré à l'arrivée (Alger) de Moscou, le 19 septembre 1944.

source britannique<sup>28</sup>, était au courant de l'accord de partage en „sphères de sécurité” de l'Europe centrale et orientale entre la Grande-Bretagne et l'URSS et, de source tchécoslovaque, des objectifs politiques immédiats de Moscou dans la région<sup>29</sup>. Garreau a aussi rapporté les attaques de la presse soviétique contre le gouvernement Sănătescu et le bloc national (les partis historiques), en signalant la „confiance incertaine” accordée par les Soviétiques à ces forces politiques roumaines et le „moyen comode de pression” de l'armistice, dirigé contre elles<sup>30</sup>, ainsi que l'arrivée de Vychinsky à Bucarest pour „élaborer” „un gouvernement roumain qui réponde aux vœux de l'URSS”<sup>31</sup>.

Sarret, à Bucarest, a pu observer le résultat de l'intervention de l'émisssaire de Staline. Le séjour prolongé de Vychinsky – „ses attitudes courtoises, ses félicitations au roi pour la libération de la Transylvanie du Nord” – suscita un optimisme, au début, chez les Roumains, vite retombé dans la méfiance réciproque et le pessimisme. Le remplacement tardif de Christu par Savel Rădulescu (l'ami de Sarret) à la tête de l'administration roumaine d'armistice, l'épuration engagée „timidement et comme à regret” étaient considérées par Sarret comme des „fautes” du gouvernement roumain, qui ont „irrité” Vychinsky: „Les Russes s'étonnent que tant de gens de l'ancien régime aient conservé leur poste et ils semblent attacher à cette question plus d'importance qu'à tout autre” – constata-t-il. Le représentant provisoire des intérêts français à Bucarest imputa la faute, pour l'ordre d'évacuer la Transylvanie du Nord, aux Roumains: „Les administrateurs, envoyés dans les départements de la Transylvanie du Nord libérés par les victoires, d'ailleurs très coûteuses, en vies humaines des troupes roumaines et russes, et les forces de volontaires qui les accompagnaient ont répondu aux excès hongrois par des excès parallèles, d'où le désarmement de ces forces et le renvoi assez brutal des fonctionnaires en question. Il semble que les partis traditionnels n'aient pas compris qu'une conception nouvelle s'imposait dans leurs rapports avec les minorités. Les Hongrois profitent habilement du conflit pour essayer de regagner le terrain perdu”<sup>32</sup>.

Les interlocuteurs roumains de Sarret ont déploré aussi que les Soviétiques aient installé des fonctionnaires communistes en Moldavie,

---

<sup>28</sup> MAE, *Série Y, Internationale 1944-1949*, vol. 120 et 133, la conversation avec Sir William Strang-Massigli à Londres, le 22 octobre 1944 et la conversation entre Dekanozov et Garreau à Moscou sur les négociations Churchill-Staline, le 21 octobre 1944.

<sup>29</sup> La conversation Beneš-Maurice Dejean à Londres, du 18 septembre 1944. MAE, *Série Z Europe, Généralités 1944-1949*, vol. 28.

<sup>30</sup> *Ibidem*, Télégramme de Moscou du 5 novembre 1944.

<sup>31</sup> *Ibidem*, Télégramme de Moscou du 11 novembre 1944.

<sup>32</sup> *Ibidem*.

tout en excluant les envoyés de l'administration centrale. Le représentant français a dûment rapporté les propos de Constantin Vișoianu et de Savel Rădulescu sur les exigences de Vychinsky en matière des réparations (50 millions \$ par an au prix de 1938), transports, échange du rouble et placement de trois divisions soviétiques à Bucarest, Ploiești et Petroșani<sup>33</sup>. D'après Sarret, „ne se sentant pas soutenus par l'Angleterre et par l'Amérique, certains membres du gouvernement roumain, dans leur désarroi, en arrivent à penser que seul le gouvernement français pourra, dans quelques mois, exercer une certaine action en faveur de leurs pays et c'est une raison de plus qui leur fait enregistrer avec joie les phases rapides de notre redressement”. Certains ont même espéré que le général de Gaulle se rendrait en Russie, en s'arrêtant à Bucarest, espoir qui resta sans suite<sup>34</sup>. Sarret a rapporté le penchant de Maniu „pour une renonciation au bénéfice de la Convention d'armistice”. Le président du Parti National Paysans (PNP) médita sur le retrait éventuel des partis traditionnels du gouvernement pour laisser la „responsabilité de la situation” aux communistes. Titel Petrescu, le président du parti social-démocrate envisagea aussi „l'avenir avec inquiétude”. Seuls les communistes, Lucrețiu Pătrășcanu et Gheorghiu-Dej, „représentant une petite minorité agissante” „apprécient la situation”<sup>35</sup>.

Sarret a rencontré Vychinsky le 24 novembre 1944 à Bucarest. Ce dernier n'a rien laissé filtrer du but de sa mission. Selon le Ministre des Affaires Étrangères roumain, à ce jour-là, la tension roumano-soviétique a atteint son paroxysme. Vychinsky „a mis en demeure le gouvernement roumain de commencer l'exécution des stipulations de l'armistice avant le 27 novembre. Dans le cas contraire, l'URSS se considérerait comme *puissance occupante*, et non plus comme puissance alliée de la Roumanie” (souligné par moi-même – A.F.)<sup>36</sup>. Sarret a obtenu la libération du consul français, Claudon, et du professeur Régniez, à Cluj, mais le contre-amiral Bogdenko de la Commission de Contrôle alliée n'a pas remis à la disposition du représentant français les bateaux de la Société Française de Navigation Danubienne. Vychinsky est parti „satisfait” le 8 décembre à Moscou. Pour les communistes, le „temps des agitations était passé”

---

<sup>33</sup> L'armée roumaine au front, cela a permis aux Soviétiques de contrôler le centre de la Roumanie.

<sup>34</sup> MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 26. Télégramme no. 76 du 25 novembre 1944 de Bucarest et les déclarations du Ministre de l'Intérieur rapporté par le chargé d'affaires français auprès du gouvernement royal de la Yougoslavie à Londres le 22 novembre 1944. MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 24.

<sup>35</sup> MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 26. Télégramme no. 76 du 25 novembre 1944 de Bucarest.

<sup>36</sup> *Ibidem*. Télégramme 343/CAB de Bucarest, arrivé à Paris le 26 novembre 1944.

(au moins temporairement – A.F.)<sup>37</sup>. Les premières observations du représentant provisoire des intérêts français à Bucarest et les télégrammes arrivés de Moscou donnèrent une image assez fidèle des interférences soviétiques. Sarret, à Bucarest, avait l'accès aux principaux acteurs du drame roumain – sauf le roi. L'appréciation bienveillante de la politique soviétique à l'encontre de la Roumanie des diplomates français correspondait à l'esprit de l'alliance franco-soviétique, scellée à Moscou, lors du voyage du général de Gaulle.

### **3. Le gouvernement du général Rădescu et la politique d'occupation soviétique de la Roumanie. L'administration militaire et civile de la Transylvanie du Nord**

La formation d'un nouveau gouvernement militaire à la suite de l'intervention soviétique, le 6 décembre 1944, a réussi à apaiser, pour quelques semaines, la tension entre „l'ancien régime” roumain et la puissance occupante. Le roi Michel, par un décret-loi du 22 décembre 1944, a réorganisé la commission roumaine pour l'application de l'armistice entre la Roumanie et les Nations-Unies<sup>38</sup>. La politique soviétique de la „carotte et du bâton” était manifeste. À la suite de la conclusion d'une convention sur l'exécution de la clause 11<sup>39</sup> des réparations<sup>40</sup>, les Soviétiques ont restitué l'administration de la Moldavie, en janvier 1945, au gouvernement du général Nicolae Rădescu. En revanche, l'état-major de l'Armée Rouge s'est opposé à la rétrocession de la Transylvanie du Nord à la Roumanie<sup>41</sup> et le NKID a proposé l'introduction d'une administration provisoire sur ce territoire<sup>42</sup>. Dans son projet initial, à la suite de son séjour à Bucarest, Vychinsky a donné l'ordre de préparer le retour de l'administration aux Roumains pour le début de février 1945<sup>43</sup>. Mais l'état-major soviétique avait un jugement négatif sur la capacité de

<sup>37</sup> MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 26. Télégramme no.77 du 25 novembre 1944 et du 8 décembre 1944 de Bucarest.

<sup>38</sup> Marin Radu Mocanu, *Op.Cit.*, vol. II, pp.135-137.

<sup>39</sup> *Ibidem*, pp 151-169 sur la convention signée le 16 janvier 1945.

<sup>40</sup> *Ibidem*. En revanche, Anthony Eden a protesté, le 7 décembre 1944, à la Chambre des Communes, contre l'enlèvement des équipements de forage, propriété des sociétés britanniques, par les autorités militaires soviétiques, comme trophée de guerre.

<sup>41</sup> Трансилванский вопрос. Венгеро-румынский территориальный спор СССР, 1940-1946. Документы, pp.286-287. Lettre de Lavrentyiev (NKID) à Vychinsky, le 31 décembre 1944.

<sup>42</sup> *Ibidem*, p.287.

<sup>43</sup> *Ibidem*, p.288.

combat des deux armées roumaines. Bien conscient que le seul motif de lutte des troupes roumaines était de voir le retour de la Transylvanie, malgré les impératifs militaires, Moscou préféra ajourner la décision. L'étude du problème transylvanien a été renvoyée à la Commission Litvinov, pour clarifier „quelle partie de la Transylvanie du Nord doit être restituée à la Roumanie, en prenant en compte la composition ethnique de ce territoire”<sup>44</sup>.

Le répit, pour le gouvernement roumain n'a pas duré longtemps. Le représentant politique soviétique auprès de la Commission de Contrôle alliée, A.P. Pavlov, le 9 février 1945, a de nouveau exigé l'exécution loyale de l'armistice<sup>45</sup> à Constantin Vișoianu, en réponse à sa demande de la rétrocession de la Transylvanie du Nord. Pavlov a demandé la réorientation de la politique roumaine vers Moscou, de la même façon, comme jadis, vers Paris<sup>46</sup>. Après le retour d'Ana Pauker et de Vasile Luca (Luka László, en hongrois), dirigeants communistes, exilés à Moscou, le discours du général Rădescu, le 11 février 1945, radiodiffusé de Bucarest, a relancé la crise politique. Le Premier Ministre les a accusés de vouloir fomenter des troubles pour réduire la Roumanie „en feu et en sang”.

Les autorités militaires soviétiques ont appuyé les tendances autonomistes des communistes locaux à Cluj-Kolozsvár<sup>47</sup>. Dès leur entrée dans la capitale de la Transylvanie, le 11 octobre 1944, la gauche roumaine et hongroise, ont pris la direction de la ville, avec un maire roumain (Teodor Bugnariu) et un adjoint hongrois (János Demeter). Les Soviétiques ont expulsé le personnel de l'administration et de l'Université roumaine entré vers le milieu du mois d'octobre. En même temps, ils ont déporté 3-5000 Hongrois vers les camps soviétiques. À l'initiative de Teofil Vesca, un communiste roumain, les partis de gauche (PCR, SDP, Frontul Plugarilor de Petru Groza, MADOSz-UPH) ont constitué, le 21 octobre 1944, un Comité démocratique de la Transylvanie du Nord. Cette organisation s'est transformée en Comité du Front national démocratique, base future du gouvernement de Petru Groza. L'administration et la police locale furent constituées selon la composition ethnique de la population transylvanienne. (Les forces de l'ordre locales ont participé dans

---

<sup>44</sup> Трансилванский вопрос. Венгеро-румынский территориальный спор СССР, 1940-1946. Документы, p.287.

<sup>45</sup> Marin Radu Mosanu, *Op.Cit.*, pp.170-203: Le rapport de Savel Rădulescu du 23 janvier 1945.

<sup>46</sup> *Ibidem*, pp.292-295. Message téléphonique de A.P. Pavlov du 9 février 1944.

<sup>47</sup> Трансилванский вопрос. Венгеро-румынский территориальный спор СССР, 1940-1946. Документы, pp.270-286. La lettre de N. Goldberger du 30 décembre 1944 sur la tendance des communistes hongrois à appartenir à une Transylvanie indépendante, incorporée dans l'Union Soviétique.

la déportation des Allemands en Union Soviétique, au mois de janvier 1945)<sup>48</sup>. L'usage des langues roumaine et hongroise dans l'administration et la vie publique, les inscriptions bilingues ont été réglementés par deux décrets: celui du préfet du département Mureș-Turda (en hongrois Maros-Torda), Victor Groza (le frère de Petru Groza), le 22 janvier 1945, et celui du préfet de Cluj-Kolozsvár, Vasile Pogăceanu, le 10 février. L'application du principe de la représentation proportionnelle, selon la composition ethnique de la population, fut prescrite par ces décrets<sup>49</sup>. Le statut des nationalités, publié à Bucarest le 7 février, au contraire, a reflété la tendance centralisatrice du gouvernement roumain<sup>50</sup>.

Les dix départements de la Transylvanie du Nord représentaient les „dix républiques autonomes”. Les villes, en majorité hongroises, à cette époque (selon un recensement ordonné par les autorités soviétiques en novembre 1944)<sup>51</sup>, et les communes, bénéficiaient d'une autonomie administrative, inconnue dans la Roumanie centralisée de l'entre-deux-guerres. Le Conseil consultatif central de la Transylvanie du Nord du

<sup>48</sup> 61 000 Allemands sur le territoire de la Roumanie.

<sup>49</sup> Voir *Minoritățile etniculturale. Mărturii documentare. Maghiarii din România (1945-1955)* [Minorités ethnoculturelles. Témoignages documentaires. Les Hongrois de la Roumanie (1945-1955)], coord. Lucian Nastasă, Cluj, Centrul de Resurse pentru Diversitate Etnoculturală, 2002, pp.52-58.

<sup>50</sup> *Autonómisták és centralisták. Észak-Erdély a két román bevonulás között (1944. szeptember-1945. március)*, pp.54-78.

<sup>51</sup> Source: *Ibidem*, p.84, et Árpád E. Varga, *Erdély etnikai és felekezeti statisztikája* [La statistique ethnique et confessionnelle de la Transylvanie 1950-1992], Budapest, Fondation Teleki, 2001. Le 1<sup>er</sup> décembre 1944, Târgu Mureș-Marosvásárhely, la capitale de Székelyföld, comptait 28000 Hongrois, 1800 Roumains.

	1930	1941	Novembre 1944
<b>Cluj-Kolozsvár</b>			
Totale:	103 800	114 984	73 000
Roumains:	37 029	11 255	8000
Hongrois:	48 271	98 502	61 000
<b>Oradea-Nagyvárad</b>			
Totale:		98 621	
Roumains:		5102	
Hongrois:		90 715	
<b>Satu-Mare-Szatmárnémeti</b>			
Totale:		53 406	
Roumains:		3001	
Hongrois:		48 706	

Front national démocratique de 46 membres (dont 6 Hongrois) est devenu, le 1<sup>er</sup> décembre 1944, auprès du préfet de Cluj, une force de proposition importante et a joué un rôle important dans l'épuration et la réforme agraire. Deux débats divisaient les membres du Conseil: la question de la souveraineté exercée en Transylvanie du Nord et la question de l'Université. Tandis qu'une partie du Conseil regardait les autorités soviétiques comme détentrices de la souveraineté, la majeure partie a reconnu la souveraineté de la Roumanie. L'Université hongroise continuait à fonctionner, malgré son autonomie suspendue, en février 1945, par le préfet (pourtant, cette mesure est restée lettre morte) et l'Université „Ferdinand”, avec son recteur, n'a réussi à prendre les établissements et leur équipement, qu'à l'été 1945. Ces divisions se manifestèrent lors de la première (et dernière) assemblée du Conseil consultatif entre les 12 et 15 février 1945, à Cluj. Vychinsky s'opposa à la transformation de ce Conseil en une administration provisoire, puisque dès la fin de l'année 1944, il était partisan du retour de la Transylvanie du Nord au gouvernement roumain<sup>52</sup>. Néanmoins, l'assemblée du Conseil a établi un Comité exécutif, qui malgré son existence précaire, a ressemblé à la structure d'un gouvernement local.

Dans la perception française, la politique des autorités militaires en Transylvanie du Nord, n'était pas inspirée seulement par des motifs d'ordre militaire ou politique. Selon le représentant français, „les Russes voudraient mettre en pratique, à l'égard des nationalités diverses dans les pays de l'Europe centrale et orientale qu'ils occupent, les méthodes qui leur ont valu, à l'intérieur de l'Union, des succès dont ils sont très fiers. Il s'agit en particulier d'éviter dans la vie quotidienne locale, tout ce qui peut dresser les uns contre les autres des éléments d'origine différente, et donner ainsi prise aux agitateurs venus de l'extérieur”<sup>53</sup>. La visite des officiers américains en Transylvanie, a renforcé cette interprétation: „la situation leur aurait paru bien meilleure qu'en Moldavie”. Au sein du parti de Petru Groza, Frontul Plugarilor, „les éléments hongrois et roumains, mus par un certain enthousiasme révolutionnaire, s'efforceraient de se placer au-dessus de leurs querelles nationales. Ce parti prendrait un réel essor et menacerait les positions de l'ancien parti paysan de M. Maniu, qui, aux yeux du peuple, se serait trop compromis avec

---

<sup>52</sup> *Autonómisták és centralisták. Észak-Erdély a két román bevonulás között (1944. szeptember-1945. március)*, p.81.

<sup>53</sup> MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 24. Lettre du représentant français auprès du gouvernement royal de Yougoslavie, en exil à Londres, du 22 novembre 1944.

le régime existant de 1920-1939”<sup>54</sup>. Le sentiment – partagé – des Alliés sur la politique d’occupation soviétique en Transylvanie, était positif.

Les négociations d’armistice avec la Hongrie, à Moscou, ont donné l’occasion au gouvernement roumain de présenter ses revendications. Constantin Vișoianu a réitéré à Kirsanov, chef-adjoint de la section politique de la Commission de Contrôle alliée, le 13 janvier 1945, „le droit de la Roumanie à toute la Transylvanie”, aux réparations (au même titre que les autres belligérants), aux restitutions des biens enlevés de la Transylvanie du Nord à la suite de l’arbitrage de Vienne, et a demandé l’examen du traitement des Roumains et ceux qui resteront entre les frontières de l’État hongrois<sup>55</sup>. L’armistice hongrois signé le 20 janvier 1945, à Moscou, ordonna le retrait de l’administration militaire et civile hongroise derrière les frontières du 1<sup>er</sup> janvier 1938, c’est-à-dire, celles de Trianon. Cela n’a pas rassuré le Ministre des Affaires Étrangères roumain, même s’il a déclaré à Sarret que „le problème de la Transylvanie une fois tranché, la Roumanie ne manquerait pas de se réconcilier avec une Hongrie démocratique et pacifique, mais sa confiance dans les Russes est loin d’être grande”. À Sarret qui lui faisait remarquer „combien sont nettes les dispositions de l’armistice russo-hongrois au sujet de la Transylvanie”, il a répondu que „les textes étaient – sans doute – excellents, mais qu’il convenait d’attendre pour savoir s’ils joueraient dans la pratique”. Le représentant provisoire des intérêts français remarqua „l’intelligence” de Vișoianu: „ce dernier mesure la gravité des problèmes qui se posent et le danger que peut représenter pour son pays une exécution imparfaite de la convention d’armistice”. „Une reprise des transports et des activités économiques permettrait alors d’atténuer la crise très grave qui se dessine et qui menace de se développer. Mais pour mener sa tâche à bien, le gouvernement roumain doit, à mon sens montrer plus d’énergie, plus de foi, plus de confiance dans l’avenir”. Néanmoins, pour Sarret, „l’amélioration des rapports roumano-russes n’apparaît pas moins comme assez sensible”<sup>56</sup>, remarque qui précédait à peine l’orage.

<sup>54</sup> MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 24. Télégrammes de J.E. Paris de Londres, le 15 février 1945.

<sup>55</sup> Marin Radu Mocanu, *Op.Cit.*, vol. II, pp. 235-275.

<sup>56</sup> MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 24. Le télégramme no.127 de Sarret de Bucarest du 28 janvier 1945. Constantin Vișoianu exprima sa satisfaction que l’Italie ait dénoncé l’arbitrage de Vienne.

#### **4. Les conséquences de la conférence de Yalta: le gouvernement de Petru Groza imposé par Vychinsky, le retour de l'administration roumaine en Transylvanie du Nord.**

Le 6 mars 1945, la crise gouvernementale, provoquée par la démission du général Rădescu plus d'une semaine auparavant, fut finalement dénouée par une intervention soviétique, en violation flagrante du principe tripartite de la déclaration sur l'Europe libérée de la conférence de Yalta, tenue entre les 4 et 11 février 1945. La crise a atteint son paroxysme avec des événements sanglants, le 24 février à Bucarest, provoqués par la police secrète soviétique, le NKVD et les communistes roumains. Une manifestation était organisée par les partis de gauche qui réclamaient la constitution d'un cabinet du Front national démocratique. Des coups de feu furent tirés sur les manifestants et firent un certain nombre de victimes. Le 27, Vychinsky est arrivé à Bucarest, en demandant une audience immédiate au roi Michel, il a exigé la démission immédiate du général Rădescu, puisque „les troubles menaçaient la sécurité et les lignes de ravitaillement de l'Armée Rouge, opérant en Hongrie”. Le lendemain, le Premier Ministre démissionna, et dans quelques jours il a trouvé refuge à la mission britannique. Vychinsky chaque jour augmenta la pression sur le roi, en lui demandant la nomination du Dr. Petru Groza à la tête du gouvernement, composé du Front Démocratique National (FDN) et du parti néo-libéral de Gheorghe Tătărescu<sup>57</sup>. Les troupes soviétiques blindées entouraient le palais royal, les partis historiques abandonnèrent la partie, laissant seul le jeune roi face aux menaces politiques et militaires soviétiques. Iuliu Maniu et C.I.C. Brătianu n'acceptèrent pas les Ministères proposés au Parti National Paysans et au Parti National Libéral. Le prince Știrbey, d'abord appelé par le roi, échoua dans sa mission. Les partis représentant l'ancien régime, qui ont gouverné la Grande Roumanie entre les deux guerres mondiales passèrent donc à l'opposition. D'après le roi, le 28 février 1945, Vychinsky tapait avec son poing sur la table, sollicita de manière pressante la nomination de Groza, „faute de quoi, *il n'était plus en mesure de répondre de la survie de la Roumanie, en tant qu'État indépendant*”<sup>58</sup>. En partant, il claqua la porte du salon royal. Le 3 mars, le souverain roumain rejeta encore la liste gouvernementale de Groza. Il changea d'avis au cours de la nuit du 5 mars sous l'influence de deux messages parvenus au palais

---

<sup>57</sup> Marin Radu Mocanu, *Op.Cit.*, vol. II, pp.236-237. Message téléphonique de Pavlov à Moscou, le 14 février 1945, sur la visite de l'ancien Premier Ministre roumain.

<sup>58</sup> FRUS, 1945, vol. V, p.565.

royal, comme il en fit part au représentant américain à Bucarest. Groza informa le roi des promesses soviétiques qui, pour le cas où le gouvernement FDN pourrait se former, laissaient envisager le rattachement de la Transylvanie du Nord à la Roumanie, avec un traitement allégé pour la mise en œuvre de l'armistice et le retour du réseau de transports sous contrôle roumain. Une fois de plus, la politique de la „carotte et du bâton” a fonctionné. Le lendemain, le souverain roumain nomma Groza à la tête du Conseil des Ministres<sup>59</sup>.

*Staline restitua donc la Transylvanie du Nord à la gauche roumaine* pour asseoir l'autorité de celle-ci, perçue jusqu'alors par la majorité des Roumains comme anti-patriotique, voire anti-nationale. La patience professée par Staline à ses généraux au moment du renversement d'alliance roumain paraît justifiée: au bout de quelques mois, il a réussi à éliminer du pouvoir les partis historiques, défaire l'ancien régime et les priver de la gloire de la récupération de la Transylvanie, objectif national unifiant toute la nation roumaine. Du point de vue soviétique, la question du tracé de la frontière hongroise fut définitivement close. L'accession au pouvoir du gouvernement Groza provoqua une crise entre les grandes puissances alliées qui dura jusqu'à la conférence des Ministres des Affaires Étrangères tenue à Moscou. L'Union Soviétique continua de soutenir le gouvernement de gauche en Roumanie, afin de consolider sa situation et de lui donner une assise populaire, elle rétablit l'administration roumaine en Transylvanie du Nord.

Déjà, le 28 novembre 1944, le président par intérim de la Commission de Contrôle alliée fit savoir à la partie roumaine que l'affaire de l'administration de la région devrait être négociée par les gouvernements soviétique et roumain en fonction de l'exécution des autres articles de la convention d'armistice<sup>60</sup>. En recevant des assurances de Vychinsky, le Premier Ministre, Petru Groza, et le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires Étrangères, Gheorghe Tătărescu, s'adressèrent donc non pas à la Commission de Contrôle alliée, mais directement au Premier Ministre soviétique et, dans leur dépêche du 8 mars 1945, firent la promesse suivante: „Le gouvernement roumain et son administration mettront tout

---

<sup>59</sup> FRUS, 1945, vol. V, p.503. Voir le résumé de ces événements dans Dinu C. Giurescu, *Guvernarea Nicolae Rădescu* [Le gouvernement de Nicolae Rădescu], Bucarest, Edit. ALL, 1996; Nicolae Rădescu, „Începutul ocupației” [Le début de l'occupation], in *Memoria*, Bucarest, 6/1992; Gh. Onișoru, „Locul factorilor interni și externi în instaurarea guvernului dr. Petru Groza (august 1944 - martie 1945)” [La place des facteurs extérieurs et intérieurs dans l'instauration du gouvernement de Petru Groza], in *Anuarul de Științe Istorice*, Ploiești, 6, 1994, p.121-139.

<sup>60</sup> FRUS, 1944, vol. IV, pp.269-270.

en œuvre pour la protection des droits des nationalités vivant en Transylvanie et pour leur garantir la poursuite de leurs activités sur la base de l'égalité, de la démocratie et de relations équitables avec l'ensemble de la population"<sup>61</sup>. Après que le nouveau gouvernement roumain eût assumé la responsabilité de l'ordre et de la tranquillité en Transylvanie, ainsi que de la protection des droits des nationalités, Staline donna son accord pour instaurer l'administration roumaine. Après l'échange de télégrammes entre Staline et Groza, le Quai d'Orsay donnait cette interprétation au transfert: „le rétablissement, par les Soviétiques, de l'administration roumaine en Transylvanie du Nord-Est (sic!) est d'ailleurs subordonnée à la condition expresse que les droits des nationalités seront respectés”, en ayant la preuve avec l'ouverture à Cluj d'une Université hongroise à côté de l'Université roumaine. (Groza, beaucoup plus tard, dans un discours du 12 mai 1946, a confirmé cette interprétation)<sup>62</sup>.

Le State Department considéra cette restitution de l'administration due à l'intervention soviétique non pas comme une affaire bilatérale soviéto-roumaine, mais comme une question touchant à l'article 19 de la convention d'armistice pour la Roumanie, au sujet de laquelle la Commission de Contrôle alliée dirigée par les Soviétiques ne pouvait agir qu'en consultant les représentants américains et britanniques, étant entendu que, dans les décisions touchant au règlement territorial définitif, les trois gouvernements alliés devaient être impliqués. Néanmoins, bien que contestant la compétence exclusive du gouvernement soviétique dans l'affaire, le State Department ne souhaita pas protester, puisque le gouvernement soviétique n'avait même pas informé ses propres représentants à la Commission de Contrôle alliée de la date et du mode d'instauration de l'administration roumaine, mais avait pris cette décision en tant que première puissance responsable dans cette zone d'opération militaire.

Le secrétaire d'État américain, Stettinius, se contenta de faire remarquer, le 12 mars 1945, que le rétablissement de l'administration roumaine en Transylvanie du Nord n'avait pas modifié le statut international de la région, et n'impliquait pas une cession territoriale régulière, étant entendu, qu'une cession ne serait possible que dans le cadre du règlement de paix définitif d'après l'article 19 de la convention d'armistice<sup>63</sup>. Le Foreign Office a pris une position semblable en ce qui concerne la

---

<sup>61</sup> *Autonómisták és centralisták. Észak-Erdély a két román bevonulás között (1944. szeptember-1945. március)*, pp.92-93.

<sup>62</sup> MAE, *Série Y, Internationale 1944-1949*, vol. 681. Dossier de Maurice Dejean et MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 24. Télégramme no.413 de Jean Paul-Boncour de Bucarest, le 18 mai 1946.

<sup>63</sup> FRUS, 1945, vol. V, pp.527-528.

Transylvanie<sup>64</sup>; Roosevelt, avant sa mort, a montré son appréhension à Churchill pour la façon dont Staline „exécuta” les accords de Yalta, mais il n’a pas jugé bon lui non plus, de le mettre à l’épreuve en Roumanie, malgré „l’instauration d’un gouvernement minoritaire à leur goût”<sup>65</sup>. En effet, la déclaration sur l’Europe libérée de Yalta stipulait que „les trois gouvernements assisteront conjointement les peuples de tout État libéré de l’Europe ou tout État européen, ancien satellite de l’Axe, chaque fois qu’ils estimeront que la situation l’exige. Cette aide consiste à créer les conditions de la paix et à prendre les mesures d’urgence destinées à secourir les peuples en détresse; *constituer des autorités gouvernementales largement représentatives de tous les éléments démocratiques* de ces populations” (souligné par moi-même – A.F.).

Le représentant provisoire des intérêts français, Sarret, a pu mesurer l’importance de l’intrusion dans la politique intérieure roumaine à la suite d’une erreur dans les invitations à la réception offerte à A.I. Vychinsky, par l’Association des Amis de l’URSS à Bucarest. Sarret rapporta de son discours „que le gouvernement de Moscou ne reconnaîtrait comme partis démocrates pour l’application des accords de Yalta que les partis adhérents du Front national démocratique et qu’il n’hésiterait pas éventuellement à *briser* les autres”. D’après Sarret, ce discours a fait une impression assez fâcheuse même sur certains personnes de gauche. Néanmoins, il nota: „Entre temps, le gouvernement s’est mis à la tâche avec un enthousiasme sincère. Le Président du Conseil est plein d’optimisme. Comme *don* de joyeux événements n’a-t-il pas reçu l’Ardeal [Transylvanie – A.F.] du Nord? Les grandes fêtes se dérouleront demain, à Cluj”<sup>66</sup>.

Les délégations de l’URSS, des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France ont été conviées. Un peu plus tard, Groza confia à Sarret, qu’il „n’était pas Kerensky et que les autres n’étaient pas Lénine”. Sarret ajouta: „On peut se demander d’ailleurs, si en cas d’absorption, la Roumanie ne mériterait pas, quelque peu, son sort. Elle est à genoux devant son vainqueur. Plus ce dernier se montre exigeant et plus les classes dirigeantes paraissent vivre dans l’extase. C’est l’impression qu’on ressent en assistant aux manifestations où le nom de Staline est acclamé frénétiquement par des gens qui oublient même de donner une pensée aux nations qui, comme la France ont, avec désintéressement favorisé la

---

<sup>64</sup> MAE, *Série Z, Europe 1944-1949, Roumanie*, vol. 24. Télégramme no.1433 de Massigli de Londres, le 13 mars 1945.

<sup>65</sup> *Public Record Office*, PREM 3/374/9, cité par Warren F. Kimball, *Roosevelt and Churchill. The Complete Correspondance*, Princeton, New Jersey, 1984, p.668.

<sup>66</sup> MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 27. Télégramme de Sarret de Bucarest no.153, le 12 mars 1945.

création de l'indépendance roumaine. Les chefs des partis historiques, impuissants, ont d'autres conceptions des relations avec la France. Leurs liens avec la France ont été si étroits entre les deux guerres. Tout signe d'indépendance trop marqué les écarterait des postes qu'ils occupent encore, les ferait rejeter dans le clan des fascistes qu'il faut abattre"<sup>67</sup>.

Le roi Michel, le gouvernement Groza au grand complet, Vychinsky et Sarret, le représentant provisoire des intérêts français participèrent, le 13 mars 1945, à Cluj, aux cérémonies de l'installation de l'administration civile roumaine<sup>68</sup>. L'absence des diplomates et militaires américains et britanniques à l'assemblée populaire de 30 000 personnes (d'après Sarret, le défilé était composé „principalement des éléments hongrois urbains qui, répondant à un mot d'ordre, ont acclamé le Président du Conseil sans s'inquiéter de la présence du roi”), réunie pour fêter le retour de la Transylvanie du Nord, n'avait rien d'étonnant. Cette protestation par l'absence, regrettée par les membres de l'opposition, qui préférèrent la manifestation du mécontentement anglo-américain à Moscou, et non pas à Cluj, donna au représentant français le sentiment que „le retour de la Transylvanie du Nord” n'était pas reconnu par les Américains et les Britanniques. Sarret remarqua, en cachant à peine son irritation, l'absence des drapeaux français à la fête, ainsi que de toutes références au rôle joué par la France, en 1918, dans les discours et dans les articles. „Les autres représentants étrangers n'ayant pas été invités, il eut été facile de nous éviter une constatation aussi regrettable” en déplorant *l'ingratitude roumaine envers la France*<sup>69</sup>. Vychinsky, „l'envoyé de Staline”<sup>70</sup>, dans son discours, déclara: „Aujourd'hui (...) l'Armée Rouge, après avoir libérée la Transylvanie du Nord des Allemands, l'a retournée au peuple roumain (...) Le gouvernement démocratique roumain a, aujourd'hui, aligné sa politique sur celle du gouvernement soviétique et il a traduit en acte, la politique esquissée par le Premier Ministre, M. Groza, dans sa lettre au maréchal Staline”<sup>71</sup>. Vychinsky a participé aussi à la réunion du Conseil des Ministres roumain, qui a reçu les mémorandums

---

<sup>67</sup> MAE, *Série Z Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 27. Télégramme de Sarret de Bucarest no.159, le 26 mars 1945.

<sup>68</sup> *Minorităţi etnoculturale. Mărturii documentare. Maghiarii din România (1945-1955)* [Minorités ethnoculturelles. Témoignages documentaires. Les Hongrois de la Roumanie (1945-1955)], pp.69-79.

<sup>69</sup> MAE, *Série Z Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 24. Télégramme no.155 du 14 mars 1945 de Bucarest.

<sup>70</sup> L'expression est de Balogh Edgár, „Világosság” [Lumières], quotidien hongrois de Cluj, le 13 mars 1945.

<sup>71</sup> *Autonómisták és centralisták. Észak-Erdély a két román bevonulás között (1944. szeptember-1945. március)*, p.93.

des autonomistes roumains et hongrois. Une fois l'administration centrale et la législation roumaine réintroduites en Transylvanie du Nord, entre mars et juin 1945, *le gouvernement roumain a balayé les tendances autonomistes des forces locales.*

Le gouvernement Groza considéra le règlement de l'affaire de l'administration en même temps comme une façon de mettre fin à la question des frontières. Le Premier Ministre roumain, par la démonstration d'un rapprochement, voire, d'une réconciliation roumano-hongrois, voulait prouver aux grandes puissances l'élimination du litige territorial: „la coopération entre la Roumanie et la Hongrie éliminera définitivement leur antagonisme”. Groza déclara, le 24 mars 1945, en présence de délégués gouvernementaux hongrois de Debrecen à Bucarest, que „le problème suscitant des discordes entre les deux gouvernements et les deux nations peut être considéré comme écarté”. Groza a essayé de rassurer le gouvernement de Debrecen que „le peuple hongrois en Transylvanie jouira de droits égaux avec les Roumains”, en trouvant sur ce territoire „une vraie patrie et un vrai foyer”<sup>72</sup>. Le Ministre de la Justice, Lucrețiu Pătrășcanu, souligna dans son discours du 13 juin 1945 à Cluj: „l'intégration définitive de la Transylvanie du Nord au sein des frontières de l'État roumain”. En tant que président de la commission d'armistice roumaine, il déclara que „malgré quelques débats autour de tel ou tel article de la convention d'armistice, une question avait été réglée d'emblée de par la volonté résolue et généreuse du gouvernement soviétique: la restitution de la Transylvanie du Nord à la Roumanie”<sup>73</sup>.

En quelques semaines, les promesses „pro-minoritaires” de Petru Groza s'évaporèrent. La réforme agraire du 23 mars 1945<sup>74</sup>, la confiscation des avoirs hongrois dans le cadre du décret CASBI (La Caisse pour l'Administration et la Surveillance des Avoirs Ennemis)<sup>75</sup> du 2

<sup>72</sup> Les notes de Réczei sur ces entretiens de mars 1945 en Roumanie.

<sup>73</sup> „Universul” (quotidien de Bucarest), le 17 juin 1945. Voir aussi Fl. Constantiniu, *PCR, Pătrășcanu și Transilvania (1945-1946)* [PCR, Pătrășcanu et la Transylvanie], Bucarest, Edit. Enciclopedică, 2001.

<sup>74</sup> Dumitru Șandru, *Reforma agrară din 1945 în România* [La réforme agraire de 1945 en Roumanie], Bucarest, Institutul Național pentru Studiul Totalitarismului, 2000.

<sup>75</sup> Les avoirs de 200 entreprises hongroises d'une valeur de 80 millions \$, 4000 citoyens hongrois et 10000 Hongrois de Transylvanie ont été confisqués. Voir Florin Banu, „Activitatea Casei de Administrare și Supraveghere a Bunurilor Inamice (1945-1947)” [L'activité de la Caisse d'Administration et de Supervision des Avoirs Ennemis], in *Xenopoliana*, 7, 1999, no.1-2, p.45-66; Gábor Vincze, *Illúziók és csalódások. Fejezetek a romániai magyarság második világháború utáni történetéből* [Illusions et déceptions. Chapitres de l'histoire des Hongrois de Roumanie après la deuxième guerre mondiale], Csíkszereda, Státus Könyvkiadó, 1999, p.107-142.

avril 1945, la restitution des établissements de l'Université aux autorités roumaines le 29 mai 1945<sup>76</sup>, témoignèrent d'une volonté de priver la communauté hongroise de ses institutions culturelles et d'enseignement, et de sa position économique. Le discours de Pătrășcanu a mis fin au bilinguisme de l'administration. Le retrait des troupes soviétiques dans l'été 1945 par la Roumanie représenta „une deuxième invasion” du pays. La rentrée de l'armée roumaine, sa traversée dans les villes et villages habités par une population hongroise, ont été, de nouveau, marquées par des *atrocités*. Un incident sanglant entre l'armée et les ouvriers hongrois s'est produit à Cluj, au mois d'août. Le refus à admettre le retour des réfugiés hongrois de l'automne 1944 et l'épuration, la loi sur la citoyenneté du 2 avril 1945 qui a privé de sa citoyenneté roumaine plusieurs centaines de milliers de Hongrois, manifestèrent une tendance à obtenir *une recomposition ethnique de la Transylvanie*, en faveur des Roumains, avant les négociations des traités de paix<sup>77</sup>.

## 5. Les préparatifs de paix de la Roumanie et de la Hongrie et les grandes puissances

Les dirigeants de la politique extérieure roumaine sentirent, à commencer par le Premier Ministre lui-même que la partie n'était pas encore entièrement gagnée et s'efforcèrent de se préparer à toute éventualité. Les préparatifs de paix de la Roumanie ont été lancés sous le régime Antonescu, en 1942. Sibiu est devenu le centre de ces préparatifs, une commission d'experts et d'universitaires élaborèrent les mémorandums, qui furent repris comme base de l'argumentation roumaine après le tournant. La réorientation de la politique étrangère opérée par Gheorghe Tătărescu est partie des considérations géopolitiques et de la nécessité de s'aligner sur la politique soviétique, seul soutien ferme du „retour de la Transylvanie”. La Roumanie espérait qu'aux négociations de paix la position soviétique finirait par l'emporter. Le Ministre des Affaires Étrangères roumain confia ainsi, le 20 mars 1945 au représentant provisoire des intérêts français à Bucarest que la „Roumanie devait accepter la position dominante de l'Union Soviétique comme une réalité, qu'elle

---

<sup>76</sup> *A Kolozsvári Magyar Egyetem 1945-ben* [L'Université Hongroise de Cluj-Kolozsvár en 1945], éd. Béla Barabás et Rudolf Joó, Budapest, Magyarságkutató Intézet, 1990.

<sup>77</sup> *Revízió vagy autonómia? Iratok a magyar-román kapcsolatok történetéről 1945-1947* [Révision ou autonomie. Documents sur les relations roumano-hongroises 1945-1947], éd. par Mihály Fülöp et Gábor Vincze, Budapest, Fondation Teleki, 1998, p.14.

appartienne à la zone accordée à l'Union Soviétique ou non. Le pays ne pourra améliorer sa situation et retrouver sa souveraineté qu'en poursuivant la politique de la coopération sincère avec l'Union Soviétique". Gheorghe Tătărescu – bien renseigné sur ce point par Edouard Beneš – estima impossible la participation roumaine à des pactes régionaux tels que la Petite Entente ou l'Entente des Balkans car l'Union Soviétique pourrait les interpréter comme une digue de protection élevée entre elle et les puissances occidentales<sup>78</sup>. Les représentants français rapportèrent aussi „*la servilité*” des Roumains, en relatant les accords commerciaux conclus entre la Roumanie et l'URSS le 8 mai 1945, qui lièrent durablement l'économie roumaine à la puissance tutélaire. La commission roumaine pour l'application de l'armistice a été de nouveau remaniée<sup>79</sup>.

Le réalisme de Gheorghe Tătărescu emporta sur la position du Premier Ministre. La politique gouvernementale roumaine ne fit pas sienne la conception de Petru Groza, envisageant un bloc homogène des petits États de la rivière de Lajta/Leitha [de la frontière austro-hongroise –A.F.] jusqu'à la mer Noire, bloc „dont le noyau serait constitué par une fédération hungaro-roumaine où les frontières douanières disparaîtraient pour donner lieu à une monnaie unique et à la coopération politique la plus complète”<sup>80</sup>. Au printemps 1945, Groza estima possible l'accord des deux pays avant les négociations de paix et envisagea de se rendre en Hongrie „à titre privée”. Contrairement à son Premier Ministre, Gheorghe Tătărescu considéra la clarification d'un „certain nombre de questions en suspens” comme une condition préalable pour l'établissement des relations hungaro-roumaines. La conception de Groza différait donc de celle de son Ministre des Affaires Étrangères dans la manière d'envisager une confédération hungaro-roumaine et des possibilités de coopération. Par contre, au regard du différend territorial hungaro-roumain, la position de Groza était identique à celle de Gheorghe Tătărescu. Comme le formula un fonctionnaire du Ministère des Affaires Étrangères roumain: „même la hungarophilie de Groza s'arrête toujours à la question des frontières, car c'était la raison d'être du gouvernement Groza que d'avoir obtenu et gardé la Transylvanie pour la Roumanie. Groza le sait pertinemment et tient donc par-dessus tout aux frontières occidentales de la Transylvanie”<sup>81</sup>.

<sup>78</sup> MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 8. Télégramme no.157 de Sarret, du 21 mars 1945 de Bucarest.

<sup>79</sup> *Ibidem*, vol. 27. Télégramme no.165 de Sarret, du 7 avril 1945 de Bucarest; Savel Rădulescu a été remplacé par Ghelmegeanu.

<sup>80</sup> Mihály Fülöp, *La paix inachevée. Le Conseil des Ministres des Affaires Étrangères et le traité de paix avec la Hongrie (1947)*, Budapest, Association des Sciences Historiques de Hongrie, 1998, p.53.

<sup>81</sup> *Ibidem*, p.53.

Le même réalisme présida aux préparatifs de la paix de la Hongrie. À peine transféré de Debrecen à Budapest, le gouvernement hongrois et son Ministre des Affaires Étrangères, János Gyöngyösi, confia la tâche de cette préparation à István Kertész, un éminent juriste, le 1<sup>er</sup> juin 1945, qui participa dès 1943, dans les „peace-feelers” du gouvernement Kállay. Kertész, au début, insista sur la communauté d’intérêt hungaro-slave: „l’avenir de la Hongrie, sans parenté ethnique avec ses voisins, ne saurait être envisagé que dans la perspective d’une coopération économique et politique intense avec la plus grande puissance continentale, la Russie”<sup>82</sup>. L’origine de cette politique était bien connue au Quai d’Orsay: „les Russes suscitérent la formation du gouvernement dit de Debreczen” en réalité „il est dû à une initiative russe et selon les paroles mêmes du maréchal Voroshilov, président de la Commission de Contrôle alliée: le gouvernement de Debreczen est entre ses mains”. „Au même titre que la Finlande, les États baltes, la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie et la Yougoslavie (les différences apparaîtront plus tard), la Hongrie devra sans doute se contenter, au moins pour un temps, du rôle d’État vassal, de satellite de la grande République slave. *Comme les Allemands, les Bolchéviques ne concéderont probablement à ce pays qu’une indépendance apparente, susceptible de disparaître si les nécessités de la politique l’exigent*”. „Cependant (...) la Hongrie n’a pas encore été autorisée à user de sa souveraineté en matière de politique étrangère” cinq mois après l’armistice garantissant son indépendance et les Soviétiques „maintiennent la Hongrie dans un état de complet *isolement* avec l’extérieur” en refusant de donner au gouvernement hongrois l’autorisation d’établir des relations diplomatiques avec les pays étrangers”<sup>83</sup>.

Kertész préconisa une rupture totale avec la politique révisionniste d’antan et a pris comme point de départ à la préparation de la paix que la Hongrie, *de facto* et *de jure*, „n’exerce sa souveraineté que sur les territoires délimités par le traité de Trianon. Par conséquent, notre politique ainsi que notre comportement lors des négociations après la guerre ne sauraient être réalistes que si nous partons des données territoriales de Trianon et si nous construisons notre argumentation sur cette base”. Néanmoins, selon Kertész „la Hongrie se trouve dans une situation politique à bien des égards semblable à celle de la Roumanie. Qui plus est, le « casier judiciaire » de la Roumanie paraît à plusieurs égards plus chargé que le nôtre... Cependant, tout cela ne saurait être considéré comme un facteur décisif dans l’appréciation de la situation

---

<sup>82</sup> Mihály Fülöp, *La paix inachevée. Le Conseil des Ministres des Affaires Étrangères et le traité de paix avec la Hongrie (1947)*, Budapest, Association des Sciences Historiques de Hongrie, 1998, p.35.

<sup>83</sup> MAE, *Série Y, Internationale 1944-1949*, vol. 681. Dossiers de Maurice Dejean.

politique extérieure des deux pays. Il paraît déjà bien plus décisif que la Roumanie ait, avec la Russie, des conflits d'intérêts solidement enracinés dans la réalité, ce qui est totalement absent des relations hungaro-russes. Toutefois, au cours de ces dernières années, la politique roumaine a fait si souvent preuve d'une souplesse et d'une capacité d'adaptation miraculeuses qu'elle arriverait probablement à compenser largement ces désavantages, au moins face à nous, qui nous montrons d'habitude incapables de tirer profit mêmes des avantages de notre situation, du fait de notre rigidité et de notre lenteur. Le ralliement par lequel les Roumains rejoignirent subitement le camp allié ne saurait être comparé au nôtre et les résultats qu'ils ne manquèrent pas d'atteindre depuis montrent aussi que le génie politique roumain reste un adversaire non négligeable"<sup>84</sup>.

Kertész élaborait des projets pour la solution de la question territoriale, pour les échanges de populations et pour une Transylvanie indépendante ou pour le moins, dotée d'une très large autonomie, ainsi que pour répondre aux éventuelles revendications territoriales roumaines: „il ne fait aucun doute que la convention d'armistice conclue avec la Roumanie autorise un certain espoir, du moins pour la réintégration d'une partie de la Transylvanie du Nord. Quant à savoir ce qu'il convient de demander, quand et dans quelle perspective, cela reste une question d'opportunité politique, déterminée essentiellement par la relation actuelle des deux pays avec la Russie". Kertész remarqua aussi que „la politique conciliatrice proclamée par le gouvernement Groza à l'égard de la Hongrie et du peuple hongrois reste en parfaite harmonie avec les aspirations territoriales roumaines. Il est probable que Groza et ses quelques partisans veulent mettre sincèrement en œuvre la coopération amicale avec les Hongrois. Mais il reste non moins certain que les dirigeants aguerris de la politique extérieure roumaine soutiennent cette attitude comme la tactique la plus habile qui puisse être adoptée de leur part dans la situation actuelle. En effet, si Groza parvient à améliorer les relations hungaro-roumaines au moins en apparence, alors la Roumanie peut s'en prévaloir devant le monde entier, en déclarant que la question des frontières hungaro-roumaines n'existe pas, puisque les relations entre les deux pays sont devenues telles que les frontières n'y jouent plus un rôle essentiel. Du moins, les Roumains ont fait et font toujours tout leur possible pour approfondir l'amitié hungaro-roumaine et si les Hongrois persistent malgré cela à forcer la révision des frontières de Trianon, alors il faut considérer cela comme la résurgence de la « maladie des kilomètres »"<sup>85</sup>.

---

<sup>84</sup> Mihály Fülöp, *La paix inachevée. Le Conseil des Ministres des Affaires Étrangères et le traité de paix avec la Hongrie (1947)*, p.38.

<sup>85</sup> *Ibidem*, p.39.

Au printemps 1945, la diplomatie de la nouvelle Hongrie repartit à zéro. La Commission de Contrôle Alliée dominée par les Soviétiques accapara les attributs de l'autorité de l'État. L'occupation par plus d'un million de soldats de l'Armée Rouge et la formation par les Soviétiques d'un gouvernement démocratique multipartite limitèrent l'indépendance et la souveraineté de l'État. L'objectif central devint, cette fois-ci, la restauration de l'indépendance perdue, et non plus la révision des frontières de Trianon. Ce n'était possible que par l'obtention du retrait des troupes soviétiques. Or, ce retrait tant désiré dépendait de la capacité des grandes puissances anti-fascistes à régler tous les problèmes majeurs de paix en Europe. À la différence de la Roumanie, que la diplomatie soviétique voulait rallier, depuis décembre 1941, à son système de sécurité, *la Hongrie, d'après les plans d'Ivan Maïskiy, devait être isolée dans l'après guerre*<sup>86</sup>. La cristallisation de la position soviétique concernant la frontière roumano-hongroise a laissé une infime marge de manœuvre à la diplomatie hongroise.

Néanmoins, à l'été 1945, la diplomatie soviétique veilla à repousser le règlement définitif de la frontière hungaro-roumaine dans le cadre des négociations de paix, conformément à l'article cité (19) de la convention d'armistice. Sousaïkov, succédant à Vinogradov comme vice-président de la Commission de Contrôle Alliée à Bucarest, nia, à l'instar de Stettinius, que le rétablissement de l'administration roumaine eût modifié le statut international de la Transylvanie du Nord. Le conseiller soviétique, Ochoukin, adjoint de G.M. Pouchkine, le représentant politique soviétique auprès de la CCA, déclara à Debrecen au Ministre des Affaires Étrangères hongrois, que „l'instauration de l'administration roumaine en Transylvanie du Nord ne signifiait aucunement un engagement au regard du traité de paix”<sup>87</sup>. Formellement, le gouvernement soviétique ne pouvait donc toujours pas clore cette question dans le respect du principe de décision tripartite, malgré la promesse de Staline, transmise par Vychinsky à Groza, du retour définitif de la Transylvanie du Nord à la Roumanie.

En effet, le State Department informa le 29 mars son représentant à Bucarest que les États-Unis ne s'étaient pas engagés à rétablir les frontières hungaro-roumaines d'avant la guerre. Les Américains préféraient différer la décision sur les frontières définitives jusqu'à la signature des traités de paix roumain et hongrois, leur objectif étant que le différend territorial suscite le moins de perturbation possible dans les relations

---

<sup>86</sup> Трансилванский вопрос. Венгеро-румынский территориальный спор СССР, 1940-1946. Документы, pp.243-245.

<sup>87</sup> Mihály Fülöp, *La paix inachevée. Le Conseil des Ministres des Affaires Étrangères et le traité de paix avec la Hongrie (1947)*, p.44.

roumano-hongroises<sup>88</sup>. Avant la conférence de Potsdam (17 juillet-2 août 1945), le State Department était disposé à entamer des négociations préparatoires sur les frontières de la Roumanie<sup>89</sup>, mais le débat de fond ne put avoir lieu qu'à la première session du Conseil des Ministres des Affaires Étrangères (CMAE) à Londres. Le Foreign Office, le 7 juin 1945, formula ainsi la position britannique: „il serait difficile de s'opposer au retour provisoire de la Transylvanie à la Roumanie, assuré par l'armistice. Mais, en même temps, l'armistice mentionna « la Transylvanie ou sa majeure partie » et il était reconnu que la frontière d'avant-guerre ne pouvait être considérée comme entièrement satisfaisante". La diplomatie britannique tenta de clarifier leur conception de la frontière „optimale" non pas pour la défendre avec fermeté face à n'importe quelle décision soviétique, mais dans l'intention de la proposer seulement au cas où la partie soviétique ne serait pas encore parvenue à des „conclusions résolues". Aussi, le Foreign Office considéra-t-il que les différends territoriaux entre la Roumanie, la Hongrie et la Bulgarie le concernait moins que les Soviétiques qui exerçaient un contrôle effectif sur la région. La partie britannique préférerait céder à la position soviétique partout où cela était raisonnablement possible, mais pour mieux s'en servir par ailleurs comme d'une contrepartie à exploiter dans d'autres négociations<sup>90</sup>. Démonstration a été faite de la validité de „l'accord de pourcentage". Les mains du gouvernement de Londres étaient liées.

En réalité, les Britanniques se sont résignés, *bien avant* les Américains, aux violations de l'esprit de la Déclaration sur l'Europe libérée de Yalta, par les Soviétiques, en imposant des gouvernements à leur guise, à la Roumanie et à la Bulgarie. Ils ne voyaient d'autre issue, depuis le début de juin 1945, que d'accélérer les négociations des traités de paix à conclure avec la Roumanie, la Hongrie et la Bulgarie, pour obtenir le retrait des troupes soviétiques et pouvoir rétablir l'indépendance et la souveraineté de ces États ex-ennemis. L'Union Soviétique – tout en soutenant le gouvernement roumain imposé par eux – ne pouvait nullement ignorer que pour la conclusion de la paix et la reconnaissance diplomatique qui devait la précéder, l'accord anglo-américain serait nécessaire, à moins de conclure une paix séparée avec la Roumanie, ce qui n'entraînait guère sérieusement en ligne de compte. Le State Department demanda une consultation *tripartite* entre les grandes puissances et la révocation ou la réorganisation du gouvernement roumain, ce qui représentait un

---

<sup>88</sup> FRUS, 1945, Europe, vol. V, p.527.

<sup>89</sup> FRUS, The Conference of Berlin, vol. I, p.373. Télégramme de Grew à Harriman (Moscou), le 8 juin 1945.

<sup>90</sup> Mihály Fülöp, *La paix inachevée. Le Conseil des Ministres des Affaires Étrangères et le traité de paix avec la Hongrie (1947)*, p.51.

*grave défi* pour l'Union Soviétique. Moscou tenta de consolider les positions de la Roumanie considérée, avec son gouvernement pro-soviétique, comme un futur allié. Or le fait que le State Department lia la contestation du caractère représentatif du gouvernement Groza aux efforts pour laisser la question de la frontière roumano-hongroise *ouverte* jusqu'aux négociations de paix constitua un obstacle sérieux à cet égard.

Le 12 mai 1945, à l'égard du règlement des frontières européennes, le State Department déclara sa position: pour décider de l'appartenance des territoires discutés, il fallait attendre le règlement de paix définitif, lorsque toutes les parties intéressées seraient entendues, les actions unilatérales menées préalablement par les pays qui revendiqueraient des territoires ne pouvant influencer en aucun cas ce règlement global des questions territoriales. Le State Department avait fait distinction entre les frontières tracées par les conventions d'armistice, considérées comme provisoires et le règlement définitif conforme „aux principes de l'équité ethnique et du changement minimal” à réaliser dans le cadre des négociations de paix. Parmi les arguments du gouvernement américain, les efforts déployés pour poser la question transylvanienne et la laisser ouverte prirent une importance égale à une non-reconnaissance diplomatique ou à un refus d'entamer des négociations de paix dans le but de *déstabiliser* le gouvernement Groza. La conférence de Potsdam entre les Trois Grands n'a pas résolu ce problème, au contraire. La France a reconnu la validité des arguments américains: „il est de fait que les stipulations des accords de Yalta n'ont pas été appliquées en Roumanie. Le nouveau gouvernement de Bucarest n'est pas représentatif de tous les partis roumains. Les chefs des « partis historiques » sont de plus en plus impuissants et il est certain que tout signe d'indépendance les feraient rejeter dans le clan des « fascistes » à abattre”<sup>91</sup>. La bataille diplomatique engagée entre les Anglo-américains et les Soviétiques sur la représentativité de ce gouvernement a provoqué une crise majeure entre le roi Michel et Groza<sup>92</sup>.

---

<sup>91</sup> MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 26. Note de la Direction de l'Europe pour Georges Bidault, le 17 avril 1945. La note ajouta: à l'égard de la puissance de l'URSS „tous les milieux roumains, à peu d'exception près, font preuve de la plus grande servilité”.

<sup>92</sup> Mihály Fülöp, *La paix inachevée. Le Conseil des Ministres des Affaires Étrangères et le traité de paix avec la Hongrie (1947)*, p.52.

## **6. Après Potsdam: le conflit entre le roi Michel, les Anglo-américains et le gouvernement Groza, soutenu par l'URSS**

L'Union Soviétique, pour renforcer la position des gouvernements roumain, bulgare et finlandais a annoncé, dès la clôture de la conférence de Potsdam, la reprise des relations diplomatiques<sup>93</sup>. D'après Paul-Boncour, parallèlement à l'échange des ministres plénipotentiaires entre Bucarest et Moscou, le gouvernement roumain récupéra la faculté de recevoir et d'envoyer des ambassadeurs ou ministres, ce qui l'a amené à faire des propositions à Paris sur la mission française à Bucarest<sup>94</sup>. Les Américains n'adoptèrent pas la politique britannique qui préconisa, dès le début de juin 1945, l'abandon de la réalisation des principes déclarés à Yalta, de laisser de côté le problème de la représentativité des gouvernements roumain et bulgare, de conclure le plus vite possible les traités de paix pour obtenir le retrait de l'Armée Rouge de la région. Le State Department a voulu provoquer un revirement de la politique intérieure roumaine. Les partis historiques, dans l'atmosphère d'après Potsdam, élaborèrent une plate-forme politique commune et se préparèrent à évincer le gouvernement Groza, pour former, avec le parti social-démocrate de Titel Petrescu, un nouveau gouvernement quadripartite, dans lequel le PCR aurait été réduit à rester en minorité. Les partis de l'opposition virent la dernière occasion de faire tomber le gouvernement du Front national démocratique, dans la note du State Department, du 11 août 1945. James Byrnes, le nouveau Ministre des Affaires Étrangères américain, a envoyé un message au souverain, au gouvernement et aux représentants de l'opposition que les États-Unis d'Amérique „espéraient la formation d'un gouvernement roumain avec une représentativité plus marquée, conformément aux efforts des Roumains et, si nécessaire, avec l'aide des trois gouvernements alliés”<sup>95</sup>. Le 19 août, se sentant encouragé par la note américaine, le roi Michel somma Groza de démissionner, alléguant que les États-Unis et la Grande-Bretagne ne reconnaissaient pas le gouvernement Groza, et que, de ce fait, ce dernier ne pouvait pas représenter convenablement la Roumanie aux conférences de paix. Groza écarta l'injonction du roi et déclara, pour sa part, que „son gouvernement n'avait jamais été plus fort qu'en ce moment, avec un soutien soviétique total”.

<sup>93</sup> MAE, *Série Z, Europe 1944-1949, Roumanie*, vol. 26. Télégramme no.172 de Hateau de Sofia, le 9 août 1945.

<sup>94</sup> *Ibidem*, Télégramme no.70 de Boncour, de Bucarest, le 10 août 1945. L'Union Soviétique a repris les relations diplomatiques avec la Roumanie et la Bulgarie le 6 août, avec la Finlande le 14 août 1945.

<sup>95</sup> FRUS, 1945, vol. V, p.565.

Le Premier Ministre roumain ajouta: „la reconnaissance de son gouvernement par les Américains avait peu d'importance et l'Union Soviétique finirait par obtenir l'accord anglo-américain pour le traité de paix”<sup>96</sup>.

Le nouveau Ministre des Affaires Étrangères britannique, Ernest Bevin, du gouvernement travailliste de Clement Attlee, n'était pas très enthousiaste pour suivre les Américains dans cette action. D'après le Foreign Office, le roi n'avait pas bien choisi le moment de son injonction, qui eût été bien plus efficace lors de la session du Conseil des Ministres des Affaires Étrangères à Londres, prévue pour le 11 septembre. Le représentant britannique à Bucarest avertit le roi: malgré le fait que les Anglais ne considéraient pas le gouvernement Groza comme démocratique et n'admettaient pas son caractère représentatif, ils ne souhaitaient pas encourager le souverain à poursuivre son action dans le sens adopté puisqu'ils ne seraient pas en mesure de le protéger des conséquences de la chute du gouvernement, provoquée par lui. Jean Paul-Boncour, le ministre plénipotentiaire français à Bucarest, invita également les représentants de la Cour et de l'opposition à faire preuve de modération, leur conseillant vivement *d'éviter une „aventure”* qui pourrait aboutir à une „impasse” politique<sup>97</sup>.

Malgré les conseils de prudence, proliférés par le Royaume-Uni et la France, le 20 août 1945, le roi Michel somma à nouveau Groza de démissionner. Après le refus de celui-ci, il fit appel aux représentants des trois grandes puissances, à qui il demanda de promouvoir la formation du gouvernement qui puisse être également reconnu par les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne. Le roi refusait désormais de contre-signer les décrets du gouvernement Groza. Le 21 août, James Byrnes demanda aux gouvernements soviétique et britannique une consultation tripartite entre les grandes puissances. En tant que représentant du gouvernement soviétique, le colonel général Soussaïkov déclara que le gouvernement Groza jouissait de la faveur de son gouvernement, notamment pour avoir fait des progrès significatifs dans le règlement des réparations et dans la réalisation des autres dispositions de l'armistice: Groza a mené à bien les réformes intérieures nécessaires, rétabli la paix avec tous les voisins de la Roumanie et signé des contrats de coopération avantageux avec l'Union Soviétique. Lors de la session du 23 août de la Commission de Contrôle Alliée en Roumanie, le colonel général

---

<sup>96</sup> Paul D. Quinlan, *Clash over Romania. British and American Policies toward Romania. 1938-1947*, Oakland (California), American Romanian Academy of Arts and Sciences, 1977, pp.142-143, et FRUS, 1945, vol. V, p.579.

<sup>97</sup> FRUS, 1945, vol. V, pp.574-589, et MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 8. Télégrammes no. 124 et no. 126 de Jean Paul-Boncour de Bucarest, le 9 septembre 1945.

soviétique fit savoir aux chefs des missions militaires américaine et britannique qu'il s'opposait résolument à la démission du gouvernement Groza et considérait leurs démarches antérieures comme une façon de contourner la consultation politique interalliée. Le gouvernement soviétique a envoyé à Bucarest un nouveau représentant, Kavtaradze, un spécialiste de la „mise au pas” – comme Vychinsky – des alliés récalcitrants (il a fait ses preuves en Iran, en novembre 1944). Le gouvernement américain se vit contraint à un repli partiel car il reconnut qu'assurer „la coopération soviétique était d'une nécessité vitale pour toute conférence commune concernant la Roumanie”<sup>98</sup>. Le 25 août, Byrnes signifia au représentant américain à Bucarest de n'entreprendre aucune action de nature à „justifier le soupçon soviétique selon lequel la crise pourrait avoir pour origine une intervention anglo-américaine”. Il interdit provisoirement tout contact avec les dirigeants politiques roumains et mit en demeure le roi d'éviter désormais „toute provocation des représentants soviétiques”<sup>99</sup>.

Molotov, le Ministre des Affaires Étrangères soviétique rejeta, le 1<sup>er</sup> septembre 1945, les accusations américaines concernant le gouvernement roumain. En même temps, il se montra prêt à discuter de la situation politique roumaine après la session du CMAE de Londres<sup>100</sup>. Le gouvernement soviétique tenta de rétablir l'entente entre les Alliés dans le cas de la crise politique roumaine. James Byrnes voulut faire inscrire la question roumaine à l'ordre du jour de la session du CMAE à Londres et accepta seulement que Groza reste Premier Ministre par intérim jusqu'à la réorganisation du gouvernement<sup>101</sup>. Le State Department suggéra aux Britanniques d'envoyer une commission d'enquête dans les pays balkaniques. Le Foreign Office accueillit avec peu d'enthousiasme l'improvisation, à la place de l'arme nouvelle que serait la commission d'enquête. Les Britanniques souhaitèrent plutôt „aiguiser” l'ancienne, en élargissant le champ d'action de la Commission de Contrôle Alliée et en sauvegardant la consultation fondée sur la déclaration de Yalta. Lors de l'entretien anglo-américain du 15 septembre, Bevin renonça à toute proposition unilatérale – puisqu'il devenait évident que Byrnes voulait représenter la ligne dure à la session du CMAE de Londres – et jugea tactiquement plus judicieux que les questions concernant les Balkans soient posées par les Américains<sup>102</sup>.

<sup>98</sup> FRUS, 1945, vol. V, p.584. Melbourne, Télégramme no. 575 du 21 août 1945, de Bucarest.

<sup>99</sup> *Ibidem*, pp.594-595. Télégramme de Byrnes no.457 du 25 août 1945.

<sup>100</sup> *Ibidem*, pp.603-604. Note de Molotov du 1<sup>er</sup> septembre 1945.

<sup>101</sup> *Ibidem*, pp.606-608. Télégramme de Byrnes du 4 septembre 1945.

<sup>102</sup> Mihály Fülöp, *La paix inachevée. Le Conseil des Ministres des Affaires Étrangères et le traité de paix avec la Hongrie (1947)*, pp.71-73.

Gheorghe Tătărescu adressa au gouvernement soviétique, le 31 août 1945, une lettre lui demandant de recevoir la délégation gouvernementale roumaine à Moscou, le 4 septembre, avant le départ de Molotov pour Londres, pour les négociations préliminaires concernant les traités de paix. Gheorghe Tătărescu voulait discuter des démarches diplomatiques anglo-américaines, de la position roumaine concernant le traité de paix, de la question des frontières, de la mise en œuvre de la convention d'armistice et de la coopération économique soviéto-roumaine. D'après Jean Paul-Boncour, le Ministre des Affaires Étrangères roumain souhaite obtenir de Molotov qu'il agisse en qualité de „porte-parole des intérêts roumains”, comme le représentant d'une sorte de traité de paix préliminaire soviéto-roumain lors de la session du Conseil des Ministres des Affaires Étrangères à Londres. Le général Catroux, de Moscou, a rappelé que „c'est au moment où l'offensive diplomatique contre le gouvernement de Varsovie était à son point culminant que le Président de la République et le Président du Conseil polonais sont venus à Moscou afin de conclure un traité réciproque d'alliance et d'amitié avec l'URSS”<sup>103</sup>. Entre le 4 et le 13 septembre 1945, Groza et Gheorghe Tătărescu signèrent de nombreux accords roumano-soviétiques qui allégèrent la situation économique de la Roumanie. Le gouvernement soviétique assura le Premier Ministre roumain de son soutien total et consolida, de ce fait, la situation politique de celui-ci, avant les négociations de Londres. Il est devenu politiquement impossible, pour Staline et Molotov, de céder sur la question de l'existence du gouvernement Groza, face à ses alliés. En même temps, il fut exposé à Groza, que l'Union Soviétique tenait compte de l'opinion de ses alliés. C'est pourquoi, lors de la session du 14 septembre du gouvernement roumain, non seulement Groza n'insista plus sur la poursuite de la même ligne de conduite, mais aussi il laissa entendre: „Nous devons adopter un comportement qui ne suscite pas de réserve auprès des autres alliés”<sup>104</sup>.

Jean Paul-Boncour a fait parvenir à Paris par la valise anglaise une traduction des principaux arrangements intervenus à Moscou, le 11 septembre 1945, entre la délégation roumaine et les dirigeants soviétiques. Jean Paul-Boncour, ainsi que „les milieux roumains les mieux avertis” jugèrent illusoire et fragile ces „résultats”: „les autorités de Roumanie donnent trop l'impression de vouloir reprendre d'une main ce que leur

---

<sup>103</sup> Mihály Fülöp, *La paix inachevée. Le Conseil des Ministres des Affaires Étrangères et le traité de paix avec la Hongrie (1947)*, p.74. MAE, Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie, vol. 26. Télégramme no.3765 du général Catroux de Moscou, le 5 septembre 1945.

<sup>104</sup> MAE, Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie, vol. 8. Télégramme de Jean Paul-Boncour de Bucarest no.122, le 22 septembre 1945.